29e ANNÉE — T. XLIV

N° 997 — 17 août 1947



LA DOCUMENTATION CATHOLIQUE

PARAIT TOUS LES QUINZE JOURS

MAISON DE LA BONNE PRESSE
5, rue Bayard, Paris-8e
Chèques postaux : Paris Compte n° 1668

Le numéro : 12 francs
Abonnements { Un an : 260 francs / Six mois : 140 francs }

XXXIVe SESSION DES SEMAINES SOCIALES

Semaine sociale de Paris

(28 juillet-2 août 1947)

LE CATHOLICISME SOCIAL face aux grands courants contemporains

On sait le succès mérité de la reprise des Semaines sociales à Toulouse, puis à Strasbourg, au lendemain de la Libération (1). La foule toujours croissante des auditeurs qui se pressaien à celle de Paris, l'élévation, l'ampleur et la haute tenue des leçons, leur compétence et leur opportunité montrent le rôle important que de telles assises doivent jouer dans la reconstruction du monde après la guerre mondiale.

Le Souverain Pontife a souligné la gravité des problèmes qui ont été traités au cours de cette Semaine digne de ses devancières. On lira avec le plus grand intérêt cette magistrale lettre autographe que Sa Sainteté a fait parvenir à M. Charles Flory, président de la Commission générale des Semaines sociales de France, en réponse à l'adresse que M. Charles Flory lui avait apportée à Rome. Le Pape y revient sur les interprétations partisanes que certains avaient osé donner au message pontifical à la Semaine sociale de Strasbourg de l'an dernier (2). Les catholiques sauront gré au Souverain Pontife d'avoir une fois de plus relevé l'action éminente et nécessaire de l'Eglise dans la solution des problèmes sociaux pour le monde d'après-guerre :

I. Lettre de S. S. Pie XII à M. Charles Flory

(19. 7. 47)

A notre cher fils Charles Flory,
président des Semaines sociales de France.

Nous avons lu avec grand intérêt votre relation du 6 avril, dans laquelle vous Nous faites un exposé des travaux et du développement si dignes d'éloges des Semaines sociales de France, et Nous présentez le programme de la prochaine session, qui doit se tenir à Paris.

(1) Voir *D. C.*, t. XLII, col. 577-598.
(2) Voir *Doc. Cath.*, t. XLIII, col. 867 et 1 057 et suiv.

Vous rappelez dans cette relation que, comme Nous le savions déjà, Notre adresse à la Semaine sociale de Strasbourg, l'an dernier, avait donné lieu à des controverses, certaines même de caractère politique : ce qui témoigne, semble-t-il, de l'indéracinable habitude qu'ont certains milieux de rechercher dans les directives données par les Papes des tentatives d'immixtion dans les questions actuelles de nature purement politique. En particulier, Nos remarques sur la « nationalisation » furent interprétées dans ce sens. Or, il s'agissait là en réalité d'une

question d'un ordre plus élevé. Non point de la licéité morale de la nationalisation du point de vue du bien matériel de la nation : sa licéité sous ce rapport, lorsque le bien commun la réclame, avait déjà été traitée dans l'Encyclique *Quadragesimo Anno* et par Nous-mêmes dans Notre allocution aux Associations de travailleurs catholiques d'Italie, le 11 mars 1945. La question qui, par contre, se posait, en relation immédiate avec l'objet de la Semaine sociale de Strasbourg, était de savoir si la nationalisation offrait un moyen approprié de procurer à la nation l'union et l'esprit de communauté. Nous nous trouvions en présence de ce problème : développer le plus puissamment qu'il se pourrait les « unités » ou « sociétés coopératives » — car c'est d'elles qu'il s'agissait, comme le contexte le faisait clairement voir — : en prenant la parole sur ce sujet Nous avions à cœur de promouvoir les petites et moyennes entreprises ; et Nous répétions simplement ce que Nous avions exprimé avec plus de détails dans d'autres circonstances : cela n'avait donc pas besoin de plus amples explications ; et cela se déduit d'ailleurs tout naturellement des principes de l'Eglise en matière sociale, tels qu'ils ont été de tout temps proclamés, indépendamment de toute conjoncture particulière de politique de partis ou de vocabulaire.

Il en va de même de Notre position à l'égard de l'organisation professionnelle ou « corporative » qui a été, elle aussi, tirée en sens divers dans les polémiques publiques, — peut-être, de la part de certains, pour avoir été mal comprise. Elle aussi correspond identiquement à l'enseignement de l'Encyclique *Quadragesimo Anno* et est au-dessus de tout reproche d'immixtion dans les affaires purement politiques du temps présent. Mais cette doctrine peut offrir à notre époque une leçon et une orientation hautement significatives. Par-dessus la distinction entre employeurs et employés; qui menace de devenir toujours davantage une inexorable séparation, il y a le travail lui-même, le travail, tâche de la vie personnelle de tous en vue de procurer à la société les biens et les services qui lui sont nécessaires ou utiles. Ainsi compris, le travail est capable, en raison de sa nature même, d'unir les hommes véritablement et intimement ; il est capable de redonner forme et structure à la société devenue amorphe et sans consistance, et par là d'assainir à nouveau les relations de la société avec l'Etat. Lorsque, au contraire, on veut faire de la société et de l'Etat un pur et simple rassemblement de travailleurs, on méconnaît ce qui constitue l'essence de l'une et de l'autre, on ôte au travail son véritable sens et la puissance intime qu'il a d'unir, on organise en fin de compte non des hommes — travailleurs considérés comme tels, — mais une gigantesque addition de revenus en salaires ou traitements. Le danger que l'Etat soit dominé par les forces économiques, au grand détriment du bien général, est exactement aussi grave dans ce cas que dans celui où la conduite de l'Etat est soumise à la pression du capital.

De la prochaine session de Paris, Nous approuvons avec satisfaction le thème : « Le catholicisme social face aux grands courants contemporains » ; thème que Nous avons eu déjà bien souvent l'occasion de traiter, de vive voix et par écrit. Et Nous saluons de Nos vœux les meilleurs le programme qui en a été judicieusement établi. L'atmosphère paisible, imprégnée de dévouement à la foi et à la science, de cet Institut catholique, promet de favoriser l'étude et la mise au point approfondies de questions, qui, de nos jours, apparaissent malheureusement obscures, parce que livrées aux passions des foules, voire à celles de la rue.

Tous les sujets de conférences qui figurent au programme sont de conséquence et requièrent une urgente attention. Eclairer les conjonctures du présent par une connaissance sûre du passé est aussi important que préciser les principes permanents, — lesquels s'éclairent de façon toujours meilleure et plus pénétrante, à chaque nouvel effort qui est tenté pour les mettre en œuvre et les appliquer aux circonstances en perpétuelle transformation. Aussi vous souhaitons-Nous de recueillir de la réalisation des deux premières parties de votre programme une riche moisson.

Mais, considérant l'impatience avec laquelle l'humanité éprouvée aspire à trouver les voies d'une amélioration de son sort, vous avez avec raison prévu pour terminer une partie plus directement pratique, qui serait comme la conséquence logique de vos discussions et une conclusion apportant réponse à ce souhait. Nous voudrions pour Notre part souligner, au sujet de cette troisième partie, ce sur quoi tous les bons esprits tombent d'accord aujourd'hui, à savoir que la question si importante de la distribution de ce qu'on appelle le produit social a déjà été traitée suffisamment. Ce qui requiert aujourd'hui l'attention avec plus d'urgence, c'est d'assurer la mise de ce produit à la disposition des hommes et d'en accroître la quantité, d'un mot le problème de la production.

Il ne suffit pas de répéter sans cesse le mot d'ordre, trop simpliste, que : ce qui importe le plus, c'est de produire. La production se fait, elle aussi, par les hommes et pour les hommes. La production est par elle-même éminemment une question — et un facteur — d'ordre et d'ordre vrai entre les hommes. Or, un juste ordonnancement de la production ne peut faire abstraction du principe de l'intervention de l'Etat, mis en lumière par Notre grand prédécesseur Léon XIII : il le peut moins que jamais dans les circonstances actuelles. Mais, d'autre part, il est indispensable, précisément aujourd'hui où l'ancienne tendance du « laissez faire, laissez passer » est sérieusement battue en brèche, de prendre garde à ne point tomber dans l'extrême opposé ; il faut, dans l'organisation de la production, assurer toute sa valeur directive à ce principe, toujours défendu par l'enseignement social de l'Eglise : que les activités et les services de la société doivent avoir un caractère « subsidiaire » seulement, aider ou compléter l'activité de l'individu, de la famille, de la profession. Puisse la troi-

sième partie de votre Semaine se développer dans la claire perspective de cette conception de la production et de sa juste ordonnance.

De toutes manières, l'heure présente exige des croyants qu'avec toutes leurs énergies ils fassent rendre à la doctrine sociale de l'Eglise son maximum d'efficience et son maximum de réalisations. C'est se faire illusion de croire, comme certains, qu'on pourrait désarmer l'anticléricalisme et la passion anticatholique en restreignant les principes du catholicisme au domaine de la vie privée : cette attitude « minimiste » ne ferait au contraire que fournir aux adversaires de l'Eglise de nouveaux prétextes. Les catholiques maintiendront et amélioreront leurs positions selon la mesure du courage qu'ils mettront à faire passer en actes leurs convictions intimes, dans le domaine entier de la vie, publique autant que privée.

Afin que la Semaine sociale de Paris, qui va s'ouvrir, se montre digne de la longue série de ses devancières, Nous accordons avec une paternelle affection, comme *datum optimum et donum perfectum, descendens a Patre luminum* — don le meilleur et cadeau parfait venant du Père des lumières (*Jac.* I, 17) — et comme gage de ce don, à tous ceux qui prennent part à la session et particulièrement à ceux qui la dirigent, la Bénédiction apostolique qui Nous a été demandée.

Du Vatican, le 18 juillet 1947.

PIUS PP. XII.

Le point de vue du Vatican

Dans le Monde (1), *M. Etienne Gilson, de l'Académie française, a souligné la haute importance que revêt, dans les circonstances présentes, cette admirable lettre adressée par le Pape à M. Charles Flory :*

Le Pape Pie XII vient d'adresser à M. Charles Flory, président de la Commission générale des Semaines sociales de France, une lettre autographe de trop haute importance pour qu'on la laisse se perdre dans la confusion des événements. Il serait vain d'y chercher quelque tentative d'immixtion dans les questions actuelles de nature purement politique, mais si l'Eglise s'interdit d'intervenir en ces matières, elle revendique avec plus de force que jamais le droit d'avoir une « doctrine sociale », et elle exige même de ses fidèles qu'ils lui fassent rendre son maximum d'efficace et de réalisations.

Qui refuserait d'écouter une voix venue de si haut, de si loin et du sein d'une si profonde solitude ? Le Pape n'a pas de capital à défendre, pas d'industrie à soutenir, pas de matières premières à revendiquer, pas d'armée pour appuyer ses arguments, et il se trouve que, par un paradoxe d'abord déconcertant, il ne veuille même pas s'armer ici de l'autorité de la foi pour convaincre les hommes. La misère du monde est telle que tout se passe comme s'il ne restait que l'Eglise pour le rappeler à la raison.

Mais la raison peut-elle encore se faire entendre ? En comprendra-t-on le langage, lorsqu'elle invite les sociétés contemporaines à ne plus poser leurs problèmes sociaux du point de vue des travailleurs, mais plutôt de celui du travail ? Encore une distinction scolastique ! dira-t-on sans doute. Il s'agit pourtant d'autre chose, et, à vrai dire, du fond de la question. Il semble évident que si les conflits sociaux s'avèrent de plus en plus insolubles, c'est parce qu'ils se posent toujours en termes d'employeurs et d'employés. Comment, avec de telles données, pourrait-on les résoudre ? Elles représentent des intérêts qui, sous cette forme, finiront tôt ou tard par s'avérer contradictoires. Il n'est pas possible que l'intérêt de l' « employeur » comme tel coïncide exactement avec celui de l' « employé » en tant précisément qu'employé. L'objet ultime de l'un des deux pourra bien l'inviter à ménager celui de l'autre, mais la seule raison qu'ait l'un de vouloir l'existence de l'autre, c'est le désir de l'exploiter. Pour rompre ce cercle infernal de revendications réciproques, il faut résolument en sortir et occuper une position nouvelle d'où ces intérêts opposés se concilient. Or, il n'y en a qu'une : le point de vue du travail.

Car une chose au moins est vraiment commune à l'employeur et à l'employé, c'est l'entreprise, lien moyen et résultat concret de leur commun effort. Aucun d'eux ne devrait travailler pour l'autre, mais tous deux pour elle. Qu'elle commande, et ses exigences tout objectives, inéluctables comme les lois de la réalité même, assigneront avec une invincible autorité leurs places respectives aux employeurs et aux employés. Peut-être y faudra-t-il un peu plus de réalisme intellectuel que n'en comporte l'idéalisme individualiste dont souffrent trop d'esprits contemporains. Il faudrait particulièrement retrouver le sens de cette vérité jadis connue, aujourd'hui trop communément oubliée, que le seul arbitre capable d'accorder les esprits divisés, c'est la nature des choses. Rendre au travail et à son efficace la primauté qui leur revient par droit de nature, c'est le seul moyen de transcender le conflit des employeurs et des employés et, en le dépassant, de l'arbitrer.

Le Pape Pie XII ne dit pas autre chose. Lorsqu'il attire notre attention sur le péril que court une société où tout se discute en termes de profits et de salaires, comment ne reconnaîtrions-nous pas celui qui nous menace ? L'Etat n'est pas « une gigantesque addition de revenus en salaires et traitements » ; il n'est même pas, en fin de compte, une organisation de « travailleurs » déshumanisés et qui ne garderaient plus de l'humanité que l'aptitude à vendre leur travail ou à acheter celui des autres ; il est, du moins il devrait être, une société d'hommes unis par leur travail, « tâche de la vie personnelle de tous pour procurer à la société les biens et les services qui lui sont nécessaires ou utiles ».

Remplacer l'anarchie dont souffrent les sociétés livrées à la concurrence des intérêts privés, que ce soient ceux des employeurs ou ceux des employés, par la structure naturelle qu'imposerait le travail de tous en vue du bien commun, tel est le point de vue du Vatican. Il sera compris des Etats, des patrons et des ouvriers assez intelligents pour voir que leur commun salut est lié au primat de l'entreprise. Les autres restent libres de s'épuiser en luttes stériles, mais ils sont assurés de périr.

(1) *Le Monde*, 31. 7. 1947.

2. Allocution de S. Exc. Mgr Blanchet, recteur de l'Institut catholique de Paris (28. 7. 47)

Le lundi 28 juillet, les Semainiers se pressaient dans l'église de Saint-Sulpice pour la Messe d'ouverture célébrée par S. Exc. Mgr Roncalli et le chant du Veni Creator spiritus. *Après l'Evangile, S. Exc. Mgr Blanchet, évêque titulaire de Lerus, recteur de l'Institut catholique de Paris, prononça l'allocution suivante* (1) :

C'est S. Em. le cardinal archevêque de Paris qui, s'il n'eût été retenu au loin par la gloire des saints de France, aurait ce matin souhaité la bienvenue dans son diocèse à la XXXIVe session des Semaines sociales ; avec quelle joie et de quel cœur les organisateurs de cette Semaine en ont eu le témoignage personnel ; l'allocution qui vous sera donnée dans quelques jours dira d'ailleurs à tous ce cordial et bienveillant intérêt porté à votre institution comme au sujet de vos présentes études. Aussi bien, vous en avez pressenti quelque chose à lire la Lettre pastorale adressée cette année aux fidèles du diocèse de Paris et qui a eu si vite fait de dépasser les limites de son immédiate destination. Vous y avez entendu l'appel qui s'adressait aux « initiatives des penseurs » pour « l'élaboration de la cité ». Ils y sont pressés de se « prononcer sur la civilisation actuelle pour la juger, la flétrir ou la corriger » ; puis, à partir des fautes du présent, mais surtout de ses aspirations et de ses promesses, de tracer un vaste plan « d'urbanisme » et d'humanisme en fonction de l'homme, de ses capacités, de ses besoins. Ne vous y montrez pas timides, continuait la lettre, « mais défendez, exigez, imposez, au nom d'une science où personne ne devrait vous égaler, votre conception magistrale et libératrice du monde et de l'homme ». Ce sont là préoccupations qui vous sont familières et c'est votre honneur, Messieurs, d'avoir dès longtemps, dans les limites de la tâche que vous vous êtes proposée, prévenu ce programme d'une science de haute valeur technique pour une action largement humaine, et, en continuant selon votre ligne, de contribuer aujourd'hui pour votre part à le remplir.

Vous permettrez au recteur de l'Institut catholique de Paris de vous dire pour son compte combien il apprécie l'honneur de vous recevoir et il aime à penser qu'aux lieux chargés d'histoire où votre Université itinérante pose cette année sa tente, vous allez trouver des souvenirs et un esprit qui animent et orientent heureusement vos travaux.

Les leçons des « Journées de septembre ».

C'est toute une histoire qui vous accueille, en effet, Messieurs, et, si enclose qu'elle soit dans son passé grave, elle reste riche d'enseignements qui valent pour aujourd'hui. D'abord, pendant plus de cent cinquante ans, à partir de ce XVIIe siècle commençant qui voit avec l'appui bienveillant de la cour et de la ville s'introduire en France le Carmel et sa réforme, c'est une vie régulière de prière, d'abnégation, de méditation recueillie; puis, soudaine, violente, la grande rafale, le paisible enclos envahi ; dans la chapelle, devenue prison, les prêtres entassés, et c'est le massacre : les lieux n'ont guère changé ; on y suit pas à pas le drame vulgaire et forcené : aux murs d'une salle, il reste du sang.

C'est un rappel sévère des aspects sombres et sauvages de la réalité humaine : au lendemain des grands systèmes de rationalisme optimiste, ce déchaînement de fureurs obscures et atroces ; au lendemain des bergeries de Trianon, cette ruée de bêtes fauves. Il en coûte à une société de se tromper sur l'homme ; les idées se laissent ordonner en plans harmonieux aux belles lignes simples et logiques, les images se groupent aisément dans les esprits en rêves attendrissants : la nature est moins docile et le fait savoir rudement ; elle échappe au delà des limites que la théorie avait prévues et, n'ayant plus de règle, s'emporte à tout excès ; à moins que la théorie, trouvant la force ou la brutalité à son service, ne prétende refaire l'homme selon les exigences du programme en détruisant d'abord tout ce qui s'y oppose ou y contredit. Dans l'un et l'autre cas, l'issue est la même. On allait, les yeux au ciel du bonheur humain, et voici : tout à coup, les pieds glissent dans le sang. Les idées fausses sur l'humanité se payent en désordre, en déchéance, en malheurs innombrables. C'est l'histoire d'il y a un siècle et demi, à moins que ce ne soit celle d'hier. Vous confronterez en ces jours des conceptions diverses de l'homme et vous ferez bien, car une idée de l'homme inspire et soutient toute doctrine sociale, et, tant que l'on ne l'a pas dégagée et jugée, on s'amuse aux conséquences, on n'a pas atteint le principe ; on est au plan des effets, non à celui des causes. Mais de temps en temps, sous le discours des clairs exposés que vous entendrez, prêtez l'oreille aux échos de l'histoire, à cette clameur d'une bande qui envahit le jardin tranquille, ou encore à ce bruit sourd des corps qui tombent aux marches du perron tragique. Dites-vous que ce qui fait explosion à certaines heures fait partie de l'humanité permanente et qu'en dehors même de ce qu'elle porte d'instincts redoutables, il y a en elle un fond opaque et mou d'intérêt égoïste, d'appétit de jouissance, de bassesse, de lâcheté ; tout ce qui ne fait pas les crimes, mais les laisse faire et consent à en être le passif instrument, tout un peuple inquiétant et sournois de tendances qui, si condamnable qu'il soit, survit aux condamnations qu'on en porte et doit entrer en ligne de compte dans un projet d'organisa-

(1) Les sous-titres sont de *la D. C.*

…on humaine. C'est un monde trouble que l'homme et il s'y trouve toujours plus qu'en toute idée qu'on s'en fait. Il est nécessaire de s'en souvenir.

Mais il est un autre enseignement de ce drame ; c'est celui qui vient des martyrs eux-mêmes. Ce ne sont pas des héros cornéliens, fiers de leur volonté raidie, âprement heureux de l'occasion que leur donne le destin contraire de se mesurer avec lui ; ils sont dignes avec simplicité. En des temps ordinaires, personne n'aurait su, ils n'auraient pas su eux-mêmes de quel tranquille courage ils étaient capables : ils auraient été fidèles sans éclat dans l'accomplissement exact de leur tâche quotidienne, comme ils le furent, sans avoir à se guinder, dans la mort que soudainement ils eurent à subir. Ils ne s'y étaient pas offerts ; ils ne firent rien pour la provoquer, ils ne firent rien pour s'y dérober. « Eh bien, mon cher, dit l'archevêque d'Arles qui voit venir à grands cris ses meurtriers, si c'est le moment de notre sacrifice, soumettons-nous et remercions Dieu d'avoir à lui offrir notre sang pour une si belle cause. » Fidélité courageuse dans le devoir de chaque jour, oubli de soi au profit de ce que l'on sert, et, aux grandes heures, joie grave du sacrifice consenti, acceptation ou enthousiaste ou sereine de la mort même, cela aussi, c'est l'homme, et il ne faut pas davantage l'oublier.

Cette noblesse sans emphase qui vient de l'accord entre la foi et l'attitude pratique, le monde l'attend des chrétiens. Les problèmes qui se posent aujourd'hui sont trop complets pour que l'esprit seul y suffise. Ils sont tels, en effet, et vous aurez plus d'une fois, en ces jours, l'occasion de le remarquer, qu'il y va non pas seulement de difficultés partielles et limitées, mais de tout l'homme, de sa conduite, de son bonheur, de son destin. Il y aurait une manière tout intellectuelle de s'y appliquer qui ne pourrait être qu'abstraite, sèche et finalement décevante, quelque pénétration et quelque logique qu'on y apporte. Mais il y a une autre manière de méditer sur sa foi et sur les besoins de ce monde, qui, sans céder aux puissances de sentiment, engage plus que l'intelligence séparée ; quand il est question du problème de l'homme et, par conséquent, du problème de Dieu, il est nécessaire d'apporter le plus sincère et le plus grave de ce qu'on est, il faut penser d'une âme totale, penser comme les martyrs sont morts.

Lacordaire : ouverture d'esprit et de cœur pour les hommes de son temps.

Mais toute l'histoire « des Carmes » ne tient pas dans le drame des « Journées de Septembre » et elle a d'autres enseignements à nous offrir. Feuilletons les pages du passé, en quête de leçons pour le travail présent. Moins de cinquante ans se sont écoulés et, dans le couvent sauvegardé par l'admirable Carmélite Camille de Soyecourt, voici Lacordaire. N'a-t-il rien à nous dire et est-il devenu si lointain ? Laissons de côté les trop somptueuses draperies d'une éloquence romantique et les effusions trop faciles d'un cœur qu'a touché le lyrisme du siècle ; passons sur des discussions un peu lâches, sur des généralisations rapides, sur tout ce qui, dans cet art oratoire, heurte nos exigences d'aujourd'hui. Mais rien de tout cela ne va à l'essentiel. L'essentiel, aux grandes années pendant lesquelles il est l'hôte des Carmes, c'est, devant les problèmes que lui impose son temps, cette ouverture d'esprit et de cœur, cette amitié pour l'homme, cette sympathie pour un siècle dont il avait « tout aimé », cette intelligence de l'inquiétude des esprits et des âmes, tout ce qui fait de ce moine, à la vie séparée et austère, le frère tout proche de chacun de ceux à qui il s'adresse. Il est lui-même un de ces « grands cœurs » dont « c'est le propre, dit-il, « de découvrir le principal besoin du temps où ils vivent et de s'y consacrer ». Il parle à ses auditeurs un langage contemporain ; ils se reconnaissent en lui, sentent qu'il participe à leurs angoisses comme à leurs enthousiasmes, qu'il ne condamne que ce qu'ils doivent eux-mêmes condamner et qu'il respecte en eux tout ce qui, étant légitimement humain, s'accorde donc — son enseignement le répète de toutes manières — avec l'éternel Evangile. Mais c'est là en un homme attitude de l'Eglise même, une de celles, Messieurs, que vous aimez particulièrement. Car si l'Eglise, comme son Maître, est sans illusion et « sait ce qu'il y a dans l'homme », comme lui aussi elle aime l'homme et, devant le fait humain, elle a tour à tour ces deux dispositions complémentaires, l'une de refus et de condamnation pour ce qu'il présente de dévié ou seulement d'insuffisant qui pervertit l'homme ou prétend le retenir à un niveau trop bas, l'autre d'ouverture et d'accueil pour ce qui peut rester de sain jusque dans les systèmes d'apparence les plus étrangers ou les plus hostiles à sa pensée, ou dans les égarements les plus pitoyables : intransigeante jusqu'à cette intolérance qui n'est que droit service de la vérité, équitable jusqu'à cette charité qui se garde d'éteindre la mèche fumante. Ainsi, Messieurs, dans ces doctrines et ces courants que vous vous proposez d'étudier, avez-vous d'abord ce respect de l'homme qu'est l'enquête sur sa pensée véritable telle qu'il l'entend lui-même et non telle que la réduit et la déforme une polémique facile, mais aussi, en garde contre les condamnations sommaires et globales, vous essayez de dégager sous les erreurs l'intuition vraie qui, souvent, fut première et qui mérite d'être sauvée, le sentiment de justice ou de dignité qui demeure à travers les illusions et les passions déformantes. Ainsi faisait cet ami de Lacordaire qui repose près des ossements des martyrs, Ozanam, dont la vie brève laisse l'exemple d'une haute pensée noblement accueillante et l'héritage d'une charité efficace en ces Conférences de Saint-Vincent de Paul qu'il fonda.

Mgr Affre : Doctrine et charité.

Mais comme si Dieu avait voulu ramener le thème de l'héroïsme sanglant et rappeler que la charité qui s'ouvre à l'amitié d'un temps n'est pas facilité d'un cœur qui s'épanche, mais courage d'un amour qui va au sacrifice, voici que l'archevêque qui fonda au couvent

des Carmes, avec un sentiment avisé des besoins du présent, l'école ecclésiastique promise à un vaste développement, Mgr Affre, devait mourir, comme nul ne l'ignore, dans un geste de réconciliation fraternelle. Son cœur est à la chapelle des Carmes, en ces lieux qu'il aimait, et l'épitaphe se termine par ces mots : *doctor martyr*. C'est toute une vie résumée, mais c'est aussi la leçon des Carmes : doctrine et charité, doctrine fidèlement servie et amoureusement renouvelée, charité qui se donne jusqu'à l'immolation et qui refuse de consentir à de définitives barricades.

Le reste n'est plus de l'histoire, ou du moins c'est une histoire qui se prolonge dans la vie du présent et ce présent se lie au passé qui lui lègue sa richesse et lui donne son air de grandeur. Les murs sombres et tapissés de verdure s'accordent avec les constructions récentes aux couleurs claires ; au jardin où se fit la tragique chasse à l'homme, les sémin ristes croisent leurs propos et leurs jeu mais aussi, chaque année, selon une belle tr dition, les prêtres, au sortir de la chapel de leur ordination, viennent se grouper pr du perron sanglant pour recevoir l'hérita avant de partir pour un apostolat neuf. E ces lieux où l'Eglise paraissait s'effondre l'avenir se prépare dans un enseignement q s'efforce d'être richement informé et vigo reusement appliqué à la recherche, et da une jeunesse qui en est la première béné ciaire et qui sait qu'elle en est responsab devant les temps qui viennent. C'est une fid lité respectueuse et vivante qui anime l lieux où vous allez entrer. L'Institut cath lique de Paris et le Séminaire des Carme vous y ouvrent, Messieurs, leur passé et le présent, et souhaitent bon travail et bell semailles à la XXXIVe session des Semaine sociales de France.

3. Leçon d'ouverture (28. 7. 47)

Le lundi matin, à 10 heures, M. Charles Flory donnait à l'Institut catholique, rue d'Assas, à Paris, l'importante leçon d'ouverture dont nous sommes heureux de donner le texte intégral.

La crise de civilisation et l'affrontement des doctrines

Un monde nouveau surgit des ruines de deux guerres, un monde qui se cherche dans la souffrance et le désarroi.

A l'angoisse commune de cette parturition s'ajoute pour nous, catholiques, une anxiété qui nous est propre. Disciples du Verbe qui s'est fait chair pour le salut de tous les hommes, saurons-nous porter Son témoignage en ces tragiques circonstances ? Serons-nous le ferment de cette pâte, en mal de levain ? Le drame que nous vivons appelle de notre part un examen de conscience. Il nous a paru que cette Semaine sociale de 1947 ne pouvait avoir d'autre thème.

Sujet ardu et pour lequel les encouragements et les directives qu'a daigné nous prodiguer cette année encore S. S. Pie XII, nous sont particulièrement précieux. Avec respect, gratitude et ferveur, nous avons tous lu et médité déjà cette lettre autographe, que j'ai eu l'insigne honneur de recevoir et dont, selon la tradition, nous entendrons lecture au cours de la veillée religieuse, sommet spirituel de la Semaine.

S. Em. le cardinal Suhard, sous la haute autorité de qui nous sommes aujourd'hui rassemblés, nous a d'ailleurs tracé la voie dans cette lettre pastorale, intitulée *Essor ou déclin de l'Eglise* (1), dont la vigueur pénétrante et l'ampleur de vues ont fait l'objet d'une admiration universelle. Nous lui en exprimons notre profonde et particulière reconnai sance, en même temps que de l'accueil paternel qu'il a bien voulu nous réserver.

Malgré les inconvénients inhérents à l capitale et, notamment, ce danger d'une di persion si contraire à l'atmosphère de retrai intellectuelle que réclament nos travaux, no avons pensé que l'importance du sujet imp sait pour siège de cette 34e session le cho de Paris, centre unique pour son rayonn ment intellectuel autant que par ses facilit d'accueil. Les inconvénients eux-mêmes so d'ailleurs corrigés, dans toute la mesure po sible, par ce cadre admirable de l'Instit catholique, que S. Exc. Mgr le Recteur a m avec tant de bonne grâce à notre dispositio Qu'il en soit très cordialement remercié, ain que des conseils si autorisés dont il nous fait bénéficier.

C'est pour moi une joie toute personnel que de réveiller ici les beaux souvenirs d ma jeunesse et de me retrouver, professe occasionnel, dans la vieille maison univers taire où je fus étudiant. Mais personne n saurait rester indifférent à la poésie et à l richesse évocatrice de ces lieux, où souff l'esprit. Tant de sainteté, tant de sacrifice tant de labeurs intellectuels ont concour à cette atmosphère ! Ozanam et Lacordair nos ancêtres de 1848, ont prié et travaill sous ces ombrages. Paul Bureau, un de n maîtres en sociologie, et Adéodat Boissard, u des fondateurs des Semaines sociales, o enseigné dans ces murs. Le cher « Monsieur Verdier y réunit souvent notre Commissio générale dans son bureau de supérieur d Carmes. Quelles sources d'inspiration ! E quelle leçon de courage à quelques mètre d'ici sur ces marches vénérables où to bèrent les martyrs ! *Hic ceciderunt !* Exist t-il un lieu, en France, où nous puissio nous retremper dans des conditions pl favorables ?

Sanguis martyrum, semen christianorum.

(1) Les Editions du Vitrail, 1947.

I. — La crise de civilisation

Il est devenu banal de parler d'une crise de civilisation. L'histoire nous enseigne qu'il est des « époques » où, à la suite d'une rupture d'unité, la transformation des croyances comme des institutions s'opère à un rythme incomparablement plus rapide et plus heurté qu'à l'ordinaire. Est-il besoin de rappeler le temps des grandes invasions, la fin du moyen âge ? Après une longue évolution commencée au XVIe siècle, nous sommes, à notre tour, dans une de ces périodes de transition entre deux types de société, victimes des secousses par lesquelles s'opère la mutation, anxieux de notre destin.

A peste, fame et bello...

La pire de toutes les guerres vient de se terminer. Au lieu de la détente si longtemps espérée, les peuples, à bout de nerfs, connaissent une amère prolongation et parfois une aggravation de leurs misères. Le nouveau monde excepté, tous les continents souffrent encore de terribles privations. La famine sévit au cœur de l'Europe. Partout où a passé la rage destructrice, le manque d'abri impose des conditions de vie indécentes et inhumaines.

Quel contraste avec les belles assurances du précédent siècle, installé dans sa prospérité croissante. Epoque heureuse et qui, naturellement, ne connaissait pas son bonheur. Ecoutons Paul Morand évoquant l'année 1900 : « 1900 croit à la science, à la machine, au progrès, au socialisme, à la photographie en couleur et aux richesses incomparables de la planète. Il ne doute de rien, sauf de son bonheur — la seule chose dont il ne devrait pas douter ; — cette incertitude alanguie du bonheur se nomme alors neurasthénie. » (1)

Sans doute existait-il, à côté des facilités bourgeoises, la détresse prolétarienne. Rançon du capitalisme dont il suit et accompagne l'expansion jusque dans les pays neufs, ce phénomène apparaît d'autant plus révoltant qu'il contrastait avec un insolent confort (2). Il est juste d'observer, cependant, que vers la fin du siècle, ses abus les plus criants étaient à peu près résorbés. Si bien que le peuple bénéficie généralement aujourd'hui de conditions de vie très supérieures à celles qu'il a jamais connues dans le passé. Mais les souffrances ne sont pas que matérielles. On connaît le mot de Lassalle : « L'ouvrier ne sait pas combien il est malheureux ; nous le lui apprendrons. » Tandis que s'atténuaient le paupérisme et les fléaux sociaux, l'impatience croissait dans le prolétariat, qui prenait conscience de sa dignité humaine et des besoins qu'avait éveillés en lui l'accroissement de prospérité.

Aujourd'hui, c'est cette prospérité même qui est remise en cause. A la fin du XIXe siècle, la famine pouvait encore frapper les masses chinoises ou hindoues. Nous nous jugions hors d'atteinte. La supplication des litanies des saint : *A peste, fame et bello*, nous paraissait un anachronisme. Et voilà que la sous-alimentation est devenue une réalité toute proche et presque générale. Au lendemain de la guerre de 1914, il avait déjà fallu distribuer des vivres à vingt pays d'Europe. L'U. N. R. R. A. a repris, dès 1943, ces missions de secours et devant le déficit de la récolte prochaine, des organismes internationaux élaborent un programme de lutte contre la famine.

Comment expliquer ces contrastes ? La société capitaliste avait, pour la première fois, donné à l'économie une structure mondiale. Le besoin de matières premières, l'ouverture de marchés nouveaux, la recherche de débouchés pour ses investissements, l'orientaient nécessairement vers l'expansion, si bien que la plus grande partie de l'univers s'est trouvée dans l'orbite de ses institutions économiques et politiques. Les systèmes coloniaux et les sphères d'influence concrétisèrent une hiérarchie entre les grandes puissances industrielles et les pays de technique moins avancée.

Admirable épopée, où l'esprit de lucre et de puissance s'accompagnait de préoccupation civilisatrice ! L'Europe connut alors son apogée, et les ressortissants de ses principaux Etats ont pu goûter, jusqu'à la griserie, le sentiment de posséder le monde. Mais en équipant les autres continents, elle leur donnait les moyens d'échapper à sa suprématie : elle préparait elle-même son déclin, que, dans une sorte de suicide, elle allait précipiter par la guerre. Ainsi prit fin, du même coup, l'équilibre sur lequel reposait « l'ordre » capitaliste.

S'en créera-t-il un autre, où nous aurions perdu notre situation privilégiée ? Ce ne peut être en tout cas, sans tâtonnements, ni sans heurts, tant les rapports de force ont changé. Devant la menace qui en résultait pour tant d'intérêts collectifs, ceux-ci, obéissant à un complexe de défense, ont recouru à des méthodes de protection ou d'agression. La division complexe du travail que permet et qu'exige la technique moderne, s'est trouvée étranglée par la multitude des tarifs, des restrictions de change et des formalités bureaucratiques. Où est le temps où le libre jeu de la balance des comptes permettait à chacun de s'approvisionner partout, où l'on faisait le tour du monde, comme le rappelle volontiers M. Siegfried à ses étudiants, muni d'une carte de visite... et d'une lettre de crédit. Aujourd'hui, la moindre frontière ne se passe qu'après des démarches indéfinies. Des continents entiers nous sont fermés, plus qu'autrefois Tombouctou ou l'Arabie.

On sait à quelles absurdités cette dislocation du marché mondial nous a conduits. Nous avons peine à concevoir qu'il y a dix ans à peine, M. Queuille faisait dénaturer 4 millions de tonnes de céréales, dont nous aurions un si urgent besoin. Au milieu des soucis que nous cause la pénurie, ne perdons pas de vue qu'une crise de surproduction s'est déclenchée dès 1921 et qu'elle fut plus violente que celle de 1907. Quant à la sui-

(1) Paul Morand : *1900*, p. 13, Flammarion 1930.
(2) Voir l'excellent numéro consacré au « Prolétariat », par la *Chronique Sociale*, août, septembre, octobre 1946.

vante, elle fit éclater les contradictions d'un régime expirant. On se souvient que les Etats-Unis ont eu jusqu'à 12 millions de chômeurs et que tous les efforts du new-deal n'ont pu en ramener le chiffre au-dessous de 6. Seule la guerre — ou sa préparation — a permis de retrouver le « plein emploi » et d'éliminer un fléau, dont on sait quel rôle il a joué dans la genèse des révolutions totalitaires.

Cruelle expérience et angoissante leçon ! Nous connaissons encore les pires détresses. Et déjà les stocks de laine s'accumulent en Australie ; on recommence à brûler du café dans les locomotives brésiliennes ; et sur la production actuelle des Etats-Unis, 10 à 15 pour 100 ne trouvent de débouché que par l'exportation. Qu'une réorganisation s'impose, en Europe notamment, on n'en saurait douter. Mais toute action de ce genre suppose une prise de position sur des problèmes essentiels, qui dégagent l'avenir du monde. Aussi l'initiative généreuse des Etats-Unis a-t-elle eu pour premier résultat de hâter la constitution de deux blocs antagonistes prêts désormais à s'affronter.

L'agonie du capitalisme libéral.

Pourquoi la coordination économique de l'Europe se heurte-t-elle à une telle résistance de la part de la Russie soviétique ? Pour des raisons nationalistes, sans doute, et parce qu'elle y voit une étape dans la lutte engagée pour l'hégémonie de l'ancien continent. Mais aussi parce qu'elle estime dangereux et vain le sursis que l'aide américaine pourrait valoir au régime capitaliste.

Et c'est vrai que dans le monde entier, la révolution est plus ou moins en voie d'accomplissement. La propriété collective des moyens de production a fait partout de considérables progrès, à l'occasion des deux guerres. On sait à quel gigantisme industriel ont abouti, depuis dix ou quinze ans, les fabrications de guerre en Allemagne, en Russie, en Angleterre, aux Etats-Unis. En France même, où les circonstances nous ont fait échapper assez vite à ces impérieuses nécessités, d'importantes concentrations se sont faites, parfois sous la pression de l'occupant. Est-il besoin de souligner que ces vastes organismes, même s'ils ne sont pas nationalisés, n'ont plus rien à voir avec les anciennes entreprises capitalistes, que caractérisaient l'appropriation et la gestion privée. Les services publics vont, d'ailleurs, se multipliant sans cesse. Transports, mines, forces motrices fonctionnent désormais partout — ou presque — en dehors de toute idée-profit. Et pour le secteur dit libre lui-même, que subsiste-t-il d'un régime de concurrence, quand les initiatives sont limitées par la répartition des matières premières, le monopole du commerce avec l'étranger, l'autorisation d'embauchage et de congédiement, la fixation des salaires et des prix ?

Le fait est que partout le dirigisme triomphe. Par nécessité, plus que par position idéologique, tous les Etats ont pris en main la direction de l'économie nationale. Ce fut d'abord pour gagner la guerre. C'est maintenant pour satisfaire aux besoins essentiels du pays appauvri et le mettre en état de faire face aux exigences de la concurrence internationale. C'est ainsi que personne ne conteste l'utilité d'un plan de rééquipement, qu'il s'agit seulement d'humaniser et de rendre efficace.

Aussi s'empresse-t-on un peu vite peut-être de dresser l'acte de décès du capitalisme. Pour M. James Burnham (1), certains faits évidents (crises cycliques, effondrement du secteur agricole, volume croissant de la Dette publique, relations internationales...) permettent de fixer à une vingtaine d'années au plus la date à laquelle il devrait disparaître (2). En quoi il est d'accord avec les marxistes, et M. Léon Blum lui en donne acte dans l'intéressante préface qu'il lui a consacrée. Mais là où ils diffèrent, c'est sur la question de savoir à qui va échoir la succession ainsi ouverte. Pour Burnham, qui ne voit nulle part la moindre indication de l'établissement du socialisme « dans son sens classique d'une société libre et sans classe », les héritiers nécessaires, ce sont les « directeurs », ceux qui font marcher les entreprises et dont le rôle est le même, en définitive, qu'ils soient les gérants d'une Société privée ou des agents publics. Déjà on les voit partout en fonction, en U. R. S. S. aussi bien qu'aux Etats-Unis ; et partout ils se constituent en classe.

Signaler le triomphe du dirigisme, c'est annoncer du même coup la transformation des structures politiques. Qu'on se rappelle le rôle limité de l'Etat dans la société capitaliste. Contraint de prendre en charge le ravitaillement du pays, sa reconstruction, son rééquipement industriel, il a confondu son appareil avec tous les organes économiques qu'il contrôle ou qu'il dirige. Ainsi s'expliquent la multiplication des fonctionnaires, l'écrasement des charges budgétaires et le volume de la Dette publique. Quittant son rôle d'arbitre, il a hérité aussi des difficultés sociales qui incombaient naguère au patronat, ce qui donne encore lieu à beaucoup de méprises, dont toutes ne sont pas innocentes.

Mais la crise de régime est ouverte également par le développement des organisations ouvrières. Au point où il est parvenu, le syndicalisme représente un quatrième pouvoir étranger à la constitution, mais dont il met l'autorité en échec, puisqu'il peut arrêter la vie de la nation. L'unité traditionnelle de l'Etat est remise en question, comme les conquêtes démocratiques qui en avaient limité l'arbitraire. Nouvelle forme de féodalité, le syndicalisme menace nos libertés essentielles, comme les menaçaient hier les forces capit[alistes]

---

(1) JAMES BURNHAM : *L'ère des organisateurs.* Calmann-Levy 1947.

(2) Il est vrai que, lorsqu'il publia son livre en 194[illegible], M. Burnham avait encore quelques raisons de croire à la victoire de l'Axe. Tout en reconnaissant, dans l'avant-propos de son édition française (4 février 1946), que les événements ont infirmé quelques-unes de ses prédictions, il n'estime pas que sa thèse fondamentale en soit ébranlée. « Le capitalisme a disparu totalement dans des pays de plus en plus nombreux, constate-t-il. Il est partout en retraite. »

listes. Le passage de la démocratie politique à la démocratie sociale comporte l'intégration dans l'Etat de ces forces nouvelles, en même temps que leur organisation interne sur une base démocratique.

Les institutions parlementaires elles-mêmes, là où elles fonctionnent encore, subissent une transformation profonde. On sait quel terrain d'élection avait été pour elles le libéralisme capitaliste. S'adapteront-elles également aux conditions nouvelles que créent, d'une part, l'extension du rôle de l'Etat, d'autre part le renforcement de la discipline des partis ? Sans admettre les solutions d'une démocratie massive, qui n'a plus de la démocratie que le nom, puisqu'elle méconnaît toute liberté individuelle ou collective, il nous faut bien reconnaître qu'une certaine forme de vie parlementaire est désormais dépassée. Les séances publiques ont perdu beaucoup de leur intérêt, puisque les votes y dépendent de consignes données à l'avance ; c'est à l'intérieur des groupes et entre les groupes que se poursuivent les discussions utiles, que s'exercent les vraies influences et que se forment les chefs politiques (1). Dépendant moralement de leurs électeurs, les parlementaires sont en réalité subordonnés aux organes directeurs de leur parti. C'est donc là que la volonté populaire devra s'exprimer de façon correcte. La démocratie politique, elle aussi, cherche des formules nouvelles.

La revanche des instincts grégaires.

C'est que la vie entière tend à devenir de plus en plus collective. La technique même y conduit, par les concentrations qu'elle impose, par la psychologie qu'elle développe et par les moyens de propagande qu'elle a mis à notre disposition. Mais surtout l'homme y cherche une défense contre les menaces de toutes sortes auxquelles il est exposé.

On connaît l'histoire du mouvement ouvrier et comment naquit la conscience prolétarienne. Il a paru peu à peu à l'ensemble des travailleurs que sortir individuellement de leur condition était un leurre et qu'il n'y avait de solution pour eux que collective. Le marxisme a beaucoup contribué à développer cet état d'esprit, en le présentant sous la forme agressive de la lutte des classes qu'il a incorporée dans sa philosophie de l'histoire. Aussi la solidarité est-elle désormais un élément fondamental de la psychologie populaire. Les grèves récentes l'ont bien prouvé : devant l'action commune, aucune considération politique n'a détourné l'ouvrier de ce qu'il considérait comme le premier de ses devoirs aux dépens de l'intérêt général.

Mais, voici qu'apparaît en France un fait nouveau : cette conscience de classe gagne rapidement les autres milieux sociaux. Les disciplines de la guerre et la pression des événements ont, là encore, précipité l'évolution. Par contagion, par besoin de défense aussi, le monde rural aspire à son tour à l'unité : la *Confédération générale agricole* répond à ce besoin au même titre que la *Corporation paysanne*, dans le lit de laquelle elle s'est installée. Il n'est pas jusqu'aux classes moyennes, si divisées dans leurs intérêts et jusqu'alors si individualistes, qui n'aient éprouvé le besoin de se grouper en un vaste mouvement, pour répondre à un besoin d'équilibre. Ainsi se créent des coalitions opposées pour limiter leurs prétentions respectives.

Il est vrai que, loin de « déprolétariser » les masses, la guerre et l'appauvrissement consécutif ont jeté de nouvelles couches de la population dans la condition prolétarienne. Les apparences sont parfois trompeuses, la législation des loyers ayant maintenu beaucoup de familles dans un cadre de vie qui ne correspond plus à leur situation matérielle. Mais que d'anciens « capitalistes » devenus aujourd'hui des « économiquement faibles » ! Où sont les fortunes qui dispensent encore d'un travail professionnel ? Que sont devenus ces loisirs qu'une élite consacrait à des activités désintéressées ? Aujourd'hui, les revenus sont presque exclusivement professionnels. Les grands patrons eux-mêmes sont des salariés et leur autorité ne tient plus aux richesses qu'ils possèdent, mais à celles qu'ils contrôlent. Ainsi, le train de vie n'a-t-il pas toujours diminué, mais la source en est différente. Et qui peut encore se flatter d'assurer sa propre retraite ? L'homme, qui doit compter avec l'avenir, est désormais obligé de s'en remettre à la collectivité pour ses risques majeurs. La socialisation de la Sécurité sociale apparaît donc comme une nécessité. Et lorsque nous en critiquions le régime introduit en France au lendemain de la Libération, ce n'est pas au principe que nous en avions, c'est à son application.

Mais constater la collectivisation de la vie ce n'est pas assez dire. Car l'homme ne se contente pas de la subir ; à bien des égards, il y aspire. D'une nécessité, la nature a fait un attrait.

Réjouissons-nous, d'abord, d'un réveil du sens communautaire dont nous avons étudié l'an passé l'urgent besoin. En France même, où notre peuple est mieux défendu que d'autres contre les déviations de l'instinct grégaire, les mouvements de masses ont connu un succès croissant. Nous l'avons observé sur le plan syndical et aussi dans le domaine politique. Nécessité, sans doute, mais aussi élan profond : besoin de se sentir encadré et recherche du coude à coude, qu'on retrouve dans nos mouvements d'Action catholique. Faut-il rappeler l'appel de la route, le sens de la liturgie et le goût des cérémonies ? L'homme moderne aspire à la vie collective jusque dans sa spiritualité.

Mais comment méconnaître l'influence gauchissante exercée par l'esprit totalitaire ? On n'a pas oublié l'impression produite par les premiers films soviétiques ni le choc des Congrès de Nuremberg. Une technique nouvelle s'élaborait, mettant les esprits dans un état d'ivresse auquel ils s'abandonnaient de plus en plus. Cette emprise sur les masses était d'ailleurs favorisée par la médiocrité du climat matérialiste créé par le XIXe siècle, où

(1) Cf. LÉO HARRON : *Le régime parlementaire de la IVe République*, dans *Politique* de juin 1947.

tout l'idéal, qu'il soit libéral, ou socialiste, se ramenait à la recherche du bien-être. L'homme attendait alors de la science ce qu'il croyait être sa libération. Il l'attend maintenant de la collectivité. Le Syndicat, le parti, les pouvoirs publics pensent et agissent pour lui, et volontiers il s'abandonne à cette tutelle qui le dispense des efforts d'adaptation et de prévoyance ; tout le porte à la soumission et au « confinement dans le présent » (1). Cela le conduit, en fait, à être de plus en plus superficiel, de plus en plus exigeant et de plus en plus mécontent.

A ceux qui ne le soupçonnaient pas encore (2), les événement de ces dernières années ont révélé quel risque faisait courir à la personne humaine ce débordement de l'instinct grégaire, que des siècles de culture humaniste et de perfectionnement chrétien avaient réussi à canaliser. On sait maintenant que certains courants passionnels, qui prétendaient spiritualiser la vie contemporaine, n'étaient que des réactions instinctives savamment synchronisées. Et on sait à quelle animalité foncière peut conduire cette intégration de l'homme dans un système économique dont l'idéal se résume en une termitière.

Le romantisme révolutionnaire.

En même temps qu'il rompait avec l'individualisme du siècle précédent, le monde moderne entrait en réaction contre ses valeurs traditionnelles. Autour des années 1890, la théorie du progrès était considérée comme un dogme ; et Brunetière faisait scandale en proclamant la banqueroute de la science. Il était loin de se représenter, pourtant, à quelle dégradation elle exposait l'esprit humain. Succédant au rêve positiviste, un déchaînement de l'esprit de violence a fait de notre période l'une des plus brutales et des plus cyniques qui aient jamais existé. Au surplus, ce n'est pas seulement sur le plan de la vie morale que la science a failli à ses promesses. Qu'il s'agisse de la vie économique ou de la vie internationale, l'impuissance des hommes à maîtriser la technique est profondément humiliante, pour l'esprit comme pour le cœur. Elle fait aujourd'hui l'angoisse des savants (3).

L'expansion capitaliste avait étendu à la presque totalité du monde un certain nombre de lois communes, qui procédaient pour une large part de notre civilisation méditerranéenne et n'étaient pratiquement discutées par personne. Les ambitions impérialistes elles-mêmes s'en couvraient hypocritement, par une sorte d'hommage rendu à la vertu. C'est ainsi que la paix définitive, en qui la S. D. N. concrétisa nos espoirs, apparaissait comme un idéal irrécusable. Ce fut le moment choisi par Mussolini pour lancer comme un défi au monde ses paroles sacrilèges sur les vertus de la guerre, qui seule « porte l'énergie humaine à son plus haut degré de tension et imprime un cachet de noblesse sur le peuple qui a le courage d'y faire face ». Nous en avons vu l'application par les Etats totalitaires : ce fut la négation des efforts accomplis par le droit international pour circonscrire la guerre ou l'humaniser. Ce furent aussi la destruction systématique de populations entières, le recours aux procédés terroristes, la vie « concentrationnaire », qui ont reculé les limites de l'horreur.

De tels comportements n'eussent même pas été concevables il y a cinquante ans. Qu'on se rappelle les indignations sincères provoquées entre 1870 et 1914 par l'oppression toute morale cependant, exercée par l'Allemagne bismarckienne sur l'Alsace-Lorraine. Qu'on se rappelle aussi les passions soulevées par l'affaire Dreyfus. Sans doute n'étaient-elles pas absolument pures ; la France et le monde entier n'en ont pas moins été secoués par un idéal de vérité et de justice. Et cela révèle un état de haute civilisation, par comparaison avec les abjections de notre temps.

On conçoit qu'après de telles déceptions les hommes s'abandonnent à des sentiments d'amertume et de révolte et qu'ils aient, avant tout, souci de lucidité. Et cela explique le succès de l'existentialisme. La jeune génération a, elle aussi, son « mal du siècle ». Pour elle, l'univers est absurde. Comment ne se complairait-elle pas dans les analyses sartriennes et dans le « théâtre noir » ? Elle y trouve exprimés les sentiments de déréliction et les nausées qu'après cette crise de nerfs collective, elle éprouve devant l'existence.

Cette amertume remonte aux années 1931 à 1935, lorsqu'il fallut en même temps perdre l'espoir dans un retour à l'équilibre économique et dans la paix. Aussi les jeunes qui arrivèrent alors à l'âge d'homme furent-ils singulièrement sévères pour ceux qui les avaient précédés. Ils s'exaspérèrent surtout de leurs vains efforts pour sauver un ordre qu'ils jugeaient périmé. Pour eux il n'était plus question que de rupture et de répudiation.

Paul Hazard nous signale un phénomène analogue dans l'éclosion de la grande Révolution. « Certes, les fils chicanent volontiers les pères, s'imaginant qu'ils vont refaire le monde qui n'attendait qu'eux pour devenir meilleur : mais les remous qui agitent les générations successives ne suffisent pas à expliquer un changement si rapide et si décisif. La majorité pensait comme Bossuet ; tout d'un coup, les Français pensent comme Voltaire : c'est une révolution. » (1) Depuis longtemps aussi, des critiques s'étaient élevées contre le régime capitaliste. Qu'elles fussent exprimées par des socialistes ou par des catholiques, ce n'étaient qu'opinions avancées, voire subversives. Mais dans l'entre-deux guerres, l'hérésie devient brusquement insolente et glorieuse, de même que les exigences ouvrières se font pressantes et totales.

---

(1) ETIENNE DE GREEF : *Notre destinée et nos instincts*. Plon 1945.

(2) On se rappelle le cri d'alarme jeté en 1937 par la Semaine sociale de Clermont-Ferrand, et dont le sujet était précisément : « La personne humaine en péril ». Voir aussi la magistrale leçon du R. P. Albert Valensin, à la Semaine sociale de Strasbourg (1922), sur : « Les doctrines de la force ».

(3) Prince DE BROGLIE : *Physique et microphysique*.

(1) PAUL HAZARD : *La crise de la conscience européenne*, tome premier, p. 1. Boivin et Cie 1939.

n'est plus question de corriger des abus, ıais de réformer des structures.

Kœstler a admirablement analysé cet état 'esprit. « Dans les années critiques de la épublique de Weimar, écrit-il, alors que ı révolution communiste ou la révolution ısciste semblaient également possibles, et ue la seule chose impossible était de voir ontinuer le régime existant, un certain Ernst uenger lança l'expression : « La nostalgie nticapitaliste des masses. » Ce désir vrai, ıais violent, était, en effet, partagé par des roupes de gens de tendance absolument dif- :rentes... » (1)

Avec un peu de retard, nous observons en rance un état d'esprit analogue. On le ren- ontre dans tous les milieux et c'est parfois ans la classe moyenne qu'on trouve les con- ·mpteurs les plus violents des valeurs bour- eoises. Elégance d'esprit, sans doute, comme ıtrefois l'aristocratie se piquait de blâmer s propres privilèges. Générosité d'âme aussi, u'ont éveillée des sentiments de solidarité ısqu'alors ignorés. Mais il est impossible de 'y point reconnaître cette désespérance ont nous parlions tout à l'heure. On sait ombien nombreux sont les jeunes Français ıi cherchent à s'expatrier, comme si le pays 'offrait plus d'exutoire à leur activité. Et ue dire de tous ceux — patriotes résistants ı « défroqués du communisme » — que la éfaite de l'adversaire commun a laissés sans arti et parfois sans pays, et qui répugnent retourner vers un passé bourgeois, par une bjuration de ce qu'ils considèrent comme la lus belle époque de leur vie ? (2) Minorité ıns doute. Mais il ne faut pas perdre de vue ue Kœstler, qui la représente si bien, est plus lu des auteurs modernes.

Autant de formes d'un romantisme révolu- onnaire, qui presse les événements dont il st lui-même issu. En réaction contre cette onfiance superficielle que Kœstler a appelée l'attitude prométhéenne du XIXe siècle », mouvement pendulaire nous a ramenés à ıe de ces périodes irrationnelles où les ·asses sont avides de rêves — mais de rêves ıi sont souvent des cauchemars.

. — L'affrontement des doctrines

Ces quelques indications, toutes partielles sommaires qu'elles soient, permettent de rendre une certaine conscience de la crise e civilisation dont nous sommes à la fois s auteurs et les victimes. Après les magni- ques perspectives ouvertes à l'homme par révolution industrielle du XIXe siècle, l'or- ınisation internationale fondée sur l'expan- on capitaliste s'est effondrée, tandis que les rincipes communs étaient remis en cause. Crise de croissance », nous dit S. Em. le ırdinal de Paris, avec un optimisme que ous nous empressons de faire nôtre. « Crise 'unité », précise-t-il aussitôt. « Depuis qu'il xiste, c'est la première fois que le monde est *un* et qu'il le sait. Cette crise de conscience collective, avec ses tâtonnements, ses gauche- ries, ses adhérences aux formes passées, qu'est-ce d'autre que l'adolescence ? » (1)

Mais comment réaliser cette unité à laquelle le monde aspire ? Il n'est pas surprenant que devant l'enjeu et dans la confusion actuelle, de violentes oppositions idéologiques se manifestent. Il nous reste à examiner rapi- dement quelques-unes des sommations qui nous sont adressées et devant lesquelles l'opi- nion s'interroge anxieusement.

Les sommations du totalitarisme.

Plus que de doctrines, c'est de mystiques qu'il faudrait parler, en évoquant les totali- tarismes, avec tout ce qu'ils comportent de pré-logique et de passionnel, les intérêts et les ambitions qu'ils recouvrent, les sentiments auxquels ils font appel et qui vont des plus nobles aux plus bas. La défaite militaire a rendu — provisoirement sans doute — leurs appels plus discrets. Mais l'ambition de réa- liser l'unité par la force a-t-elle cessé de hanter les esprits ?

Un prétendu réalisme, qui n'est qu'un pes- simisme foncier, compte encore sur elle pour assurer l'ordre et la discipline, au dedans comme au dehors. Seule la conquête, pense- t-il, pourra démanteler les murailles de Chine qui coupent les lignes de force du monde. Seule une domination unifiante pourra liquider les usines construites aux mauvais endroits, transférer les populations en sur- nombre, faire les expériences radicales que permet et qu'appelle l'état actuel de la technique.

On nous a représenté la dernière guerre comme une lutte entre les dictatures et les démocraties. Ce n'était que partiellement vrai, car la Russie soviétique s'apparente, à bien des égards, aux nations fascistes et manifeste, comme elles, une singulière apti- tude à transformer la guerre de peuples en une guerre de classes. Au lieu de s'attaquer au problème du prolétariat pour en réduire les misères et en poursuivre l'élimination, les Etats totalitaires ont cherché, en effet, à uti- liser, à des fins nationales, la force révolu- tionnaire qu'il détenait. On sait quels objec- tifs illimités, dans l'espace et dans le temps, poursuivait l'orgueil hitlérien. Peut-on se flatter que la défaite ait dégrisé ceux qui s'y étaient laissé prendre ? Les souffrances de l'Allemagne l'éclaireront-elle sur ses crimi- nelles erreurs ? A en croire la récente enquête d'*Esprit*, il n'est point sûr que l'appel d'un Reinhold Schneider (2) ait été entendu et que la volonté de puissance, sans autre justifica- tion qu'elle-même, ait perdu son attrait sur les masses.

Les sommations du libéralisme.

Plus bruyantes sont aujourd'hui les somma- tions du libéralisme. Une réaction était natu-

(1) ARTHUR KŒSTLER : *Le Yogi et le commissaire.* Cal- ·an-Levy, p. 28.

(2) Voir dans *Réforme* du 8 mars 1947 l'intéressante quête sur : « La Gauche européenne ».

(1) S. Em. le cardinal SUHARD : *Essor ou déclin de l'Eglise,* p. 5. Les Editions du Vitrail.

(2) REINHOLD SCHNEIDER : *L'homme devant le jugement de l'histoire.* Appel à la conscience allemande. Edition de Flore 1947.

relle, après les dures contraintes de la guerre. Les difficultés de ravitaillement et la reconstruction eussent exigé, sans doute, que l'essentiel des disciplines que nous avions supportées cinq ans fût conservé quelque temps encore. Mais la fatigue et l'impatience l'ont emporté sur la raison.

Les erreurs ou les insuffisances d'un dirigisme, qui se heurte chez nous à tant de complicités, ont encore accru cette impatience. Rien n'est, certes, plus difficile que d'assurer dans la pénurie une équitable répartition des sacrifices. La hausse des prix est d'une affreuse cruauté pour les retraités et les petits rentiers. Mais les protestations sont plus efficaces de la part des producteurs et intermédiaires qui ne pâtissent cependant que de limitations de bénéfices et ne manqueront pas de faire appel à l'Etat le jour où l'assainissement nécessaire de notre économie les mettra en péril ? Quoi qu'il en soit, le cri en faveur de la liberté ne cesse de s'amplifier. Une nouvelle forme de démagogie est née, avec ses appuis politiques, parfois inattendus. Elle n'a même pas reculé devant la menace de grève, nouveauté singulière pour des fins aussi libérales...

A côté de ces réactions instinctives et qui tendent, elles aussi, à devenir passionnelles, un courant intellectuel se développe, dont témoignent une série d'ouvrages parus tant en France qu'à l'étranger et dont la librairie de Médicis semble s'être fait une spécialité (1). Peut-être y a-t-il un certain courage à reprendre des thèses si délibérément contraires à l'orientation générale des esprits. Mais ces auteurs y apportent de la coquetterie et rappellent volontiers que le manifeste de Marx, aujourd'hui centenaire, parut à l'apogée du libéralisme ; à cinquante ou cent ans d'intervalle, ne préparent-ils pas, eux aussi, les voies de l'avenir ?

Leur thème général est le suivant. La division du travail est à l'origine des merveilleux progrès accomplis au XIX[e] siècle ; si nous voulons retrouver la bonne route, il faut mettre fin à l'étatisme autarcique et élargir les marchés économiques. C'est le moyen d'obtenir la meilleure utilisation des ressources et la spécialisation de chacun dans les activités pour lesquelles il se trouve le mieux placé ou le plus apte. N'est-ce pas une erreur que de voir dans certaines formes de concentration la conséquence inévitable du progrès technique, alors qu'elles le contredisent souvent et sont presque partout le résultat d'une volonté politique dominée par l'esprit marxiste ? Contrairement aux prophéties du maître, ce n'est pas dans un pays surindustrialisé que s'est faite la première expérience communiste, mais dans un état rural et le plus arriéré d'Europe. Seule la conduite de la guerre (ou la nécessité temporaire de parer aux détresses qu'elle a provoquées) justifie la complète subordination des goûts et des activités à la direction des pouvoirs publics. Et comment n'être pas impressionné par l'évocation des qualités humaines d'initiative, de courage, de ténacit[é] qu'a suscitées et développées le libéralisme ? A-t-on vu jamais pareille passion d'inventer, d'explorer ou de créer ? Le XIX[e] siècle nous [a] valu un immense accroissement de richesses dont il est impossible de ne point s'enor[]gueillir, même si elles n'ont pas été équita[]blement réparties ou si l'homme en a mésusé.

Remarquons, enfin, que ces travau[x] marquent une évolution doctrinale impor[]tante. Lippmann accuse même un Mill ou u[n] Spencer d'avoir faussé l'intention originell[e] d'Adam Smith : leur théorie du « laisser passer » les aurait conduits à une impass[e] dogmatique. Car il est essentiel de secourir le[s] victimes du progrès et de chercher les adap[]tations sociales rendues nécessaires par le[s] techniques nouvelles. Cette attitude, on l[e] voit, rétablit le facteur humain dans le méca[]nisme de la production et des échange[s]. A vrai dire, ce n'est plus de libéralisme qu'[il] s'agit, au sens classique du terme. Pour ce[s] auteurs, comme pour nous, il s'agit de savoi[r] associer une économie de marché libre ave[c] une saine organisation sociale.

Les sommations du marxisme.

Dans la mesure même où elle était total[e], la guerre nous a plongés en plein collecti[]visme pratique. Tous les ressorts de la vie éco[]nomique se sont trouvés entre les mains [de] l'Etat et si, depuis lors, la liberté a été rendu[e] prématurément peut-être, à certaines activité[s], le mouvement de socialisation s'est poursui[vi] dans la plupart des domaines.

Sur le plan des idées, les succès [du] marxisme sont plus considérables encore. P[eu] de doctrines ont exercé plus d'influence à l[a] fois sur les courants intellectuels et sur [les] masses. Si les théories économiques de Mar[x] sont généralement oubliées (on sait cepend[ant] quelle fortune excessive a eue celle de la co[n]centration), les jeunes sont tous plus ou moi[ns] acquis à sa méthode dialectique et à sa p[hi]losophie de l'histoire. Quant aux travailleur[s], ils sont en immense majorité conquis par l[e] marxisme ou influencés par lui.

Ce n'est pas vrai qu'un tel concours s'[ex]plique par la seule promesse de satisfacti[ons] immédiates. D'ailleurs, nous savons que po[ur] beaucoup de communistes, la propagande [est] un apostolat et qu'ils sont prêts à tous [les] sacrifices. Ils peuvent arguer de le[urs] fusillés, dont il ne suffit pas de dire qu['en] s'engageant dans une résistance acti[ve] ils n'avaient généralement pas le choix. I[l y] a aussi la victoire russe, que n'explique [pas] davantage l'aide américaine, ni le *nitch[evo]* slave, ni les méthodes policières. « L'hom[me] communiste, c'est celui qui ne demande ri[en] mais qui fait tout pour l'homme », a [pu] écrire Aragon (1). Respectons un mouvem[ent] qui obtient de ses adhérents le sacrifice [du] présent à l'avenir de l'humanité. La rai[son] du succès de Marx auprès des foules, c['est] au contraire son messianisme. Sans do[ute] fait-il appel aux pires sentiments d'envie [et] de haine. Mais ayant compris le prolét[a]...

---

(1) F. A. HAYEK : *La route de la servitude* ; WALTER LIPPMANN : *La cité libre* ; L. MISES : *Bureaucratie* ; DANIEL VILLEY : *Redevenir des hommes libres.*

(1) ARAGON : *L'homme marxiste*, Gallimard.

d'usine, il a eu le génie de lui proposer une représentation collective de la classe ouvrière qui correspondait à ses souffrances et à son besoin d'espérer : il lui a donné une raison de vivre.

Le marxisme a, d'ailleurs, largement débordé la classe ouvrière. Pour le communiste, qui est tout action et chez qui le pragmatisme n'est pas éloigné de l'opportunisme, des circonstances comme celles que nous traversons constituent de magnifiques occasions. On sait quel usage il a fait de la Libération. Il continue d'exploiter les détresses, les impatiences et le romantisme révolutionnaire de notre temps. Son sens des masses lui a permis de faire des gains importants dans les milieux paysans, de l'artisanat et du petit commerce. Il les rassure en les flattant et surenchérissant sur la démagogie libérale, il ne laisse percevoir ses buts que dans la mesure des nécessités tactiques.

Aux catholiques, les communistes tiennent un autre langage, d'ordre plus spirituel. Un dialogue, commencé avant la guerre entre le P. Fessard et Vaillant-Couturier, se poursuit par intervalles entre François Mauriac et Pierre Hervé, entre Etienne Borne et Henri Denis. Toujours il nous est expliqué que pour être logiques avec notre foi et lutter efficacement contre la domination de l'argent, nous devrions agir politiquement et socialement avec le parti communiste. Et beaucoup de chrétiens, qui voudraient l'être intrépidement, se demandent si un tel geste n'aurait pas une valeur de choc. La difficulté, c'est qu'en dépit de certaines apparences, il ne s'agit pas de faire un bout de chemin ensemble : c'est à une révolution totale que nous sommes conviés, et dont la révolution bolchevique est l'actuelle représentation (1).

C'est à la fois une force et une faiblesse que le mythe se soit ainsi incarné. On nous explique, sans doute, que l'U. R. S. S. a dû recourir aux méthodes totalitaires pour défendre ce germe d'avenir contre les réactions du capitalisme. Après la complète victoire du prolétariat, toute aliénation étant alors détruite, nous connaîtrons enfin le règne de la liberté et de l'amour. Comment ne pas sourire devant cette nouvelle forme d'eschatologie, où nous voyons la revanche du sentiment religieux sur le matérialisme marxiste? Pour nous, qui ne croyons pas au paradis sur cette terre, l'exploitation de l'homme par l'homme durera tant qu'il trouvera des complicités dans notre nature charnelle. Rien ne nous permet de comprendre pourquoi, s'étant emparé du pouvoir après d'autres classes sociales, le prolétariat viendrait accomplir pour le bien de l'humanité le dernier acte de l'histoire. Ce n'est pas à ce problématique avenir que nous sacrifierons les responsabilités du présent.

Les ambitions de la social-démocratie.

Mais il est une fraction importante du marxisme qui a rompu pratiquement avec l'idée de révolution violente. La dictature du prolétariat n'est plus guère qu'un mythe, tenu en réserve pour les besoins de sa propagande, quand elle n'y renonce pas explicitement.

Telle est bien, en définitive, la pensée que nous livre M. Léon Blum, dans le beau livre où il a consigné les réflexions solitaires de sa captivité. Il s'excuse même des violences auxquelles, jadis, le socialisme a pu se trouver contraint. « Mais aujourd'hui, conclut-il, la phase des polémiques est révolue ; le socialisme peut passer de sa période militante à sa période triomphante. Le régime social qu'il combattait et qui le combattait tombe en ruine... » (1)

Le socialisme entend porter remède aux injustices et aux désordres par des mesures collectivistes, mais en restant fidèle à la démocratie. Sa méthode est progressive : il s'agit de faire rentrer peu à peu l'économie dans le domaine de l'administration publique. Point n'est besoin pour cela de s'emparer du pouvoir par la force ni de gouverner par la dictature. Il entend rester fidèle, au contraire, à l'œuvre de ses grands devanciers qui, depuis cent-cinquante ans, s'efforcent d'introduire la liberté dans nos institutions politiques. « Concilier le droit des peuples avec la paix, les droits de l'homme avec l'ordre, combiner l'organisation collective de la production et de la consommation avec le développement des libertés personnelles !... » (2), tels sont les problèmes qui, d'après M. Léon Blum, constituent la raison d'être du socialisme. D'où l'appellation de social-démocratie qu'ont prise la plupart des organisations politiques avec lesquelles il s'apparente.

Ambitions légitimes, certes, et qui, à bien des égards, rejoignent les nôtres. Pourquoi faut-il que cette tradition humaniste dont M. Léon Blum s'est fait, après Jaurès, l'éloquent interprète, se heurte dans les faits à de sérieuses difficultés pratiques ? Auprès des masses qu'il veut grouper, le socialisme rencontre la concurrence du parti communiste, qui a gardé tout le dynamisme prophétique de Marx et exerce sur les prolétaires, en raison même de sa violence, un attrait qui, pour son rival, est une constante menace. Or, celui-ci entend demeurer un parti ouvrier, sous peine de perdre sa raison d'être. D'où sa faiblesse dans l'action, et dans sa pensée de perpétuelles équivoques. En vain chercherait-il à se faire pardonner, par l'affirmation antireligieuse de son matérialisme dialectique, des compromis politiques où le peuple craindra toujours une façon d'embourgeoisement.

Mais surtout le socialisme continue à chercher la solution des problèmes sociaux dans une collectivisation qui va à l'encontre de son objet même. Comment maintiendrait-on « à l'échelle humaine » une administration où se concentreront progressivement toutes les activités nationalisées ? Est-il possible de sauver le libéralisme politique dans une société collectiviste? Les expériences récentes ne permettent pas de conclure par l'affirmative. Le problème est posé. Il n'est pas résolu.

(1) Cf. EMILE RIDEAU : *Séduction communiste et réflexion chrétienne.* Editions de la Proue 1946.

(1) LÉON BLUM : *A l'échelle humaine.* Gallimard, p. 176.
(2) *Op. cit.*, p. 98.

Une chose, au contraire, nous paraît certaine : c'est que cette collectivisation généralisée a encore étendu et risque de perpétuer la condition prolétarienne, qu'il s'agit précisément de supprimer.

Quoi qu'il en soit, nous pouvons observer, ici encore, des convergences dont nous sommes heureux de prendre acte. Si le socialisme reste marqué par ses origines matérialistes, il est travaillé, comme le néo-libéralisme, par un réel souci des valeurs humaines. Dans les masses ouvrières gagnées au marxisme, il s'efforce de résister aux entraînements de la violence et du totalitarisme. Il est réformiste en un sens qui n'a rien de péjoratif, puisqu'il n'exclut pas l'audace, mais seulement le saut dans l'inconnu.

Les responsabilités du catholicisme social.

Dans ces conjonctures difficiles, quelles lumières nous apporte notre foi ? Et quel peut être notre message dans l'actuel désarroi des esprits ?

Nous avons un grave souci des responsabilités intellectuelles qui incombent aux catholiques. Comment pourraient-ils croire à la Révélation et n'y point chercher, sous la direction de l'Eglise, l'inspiration d'une action salvatrice ? Sans doute n'y a-t-il pas de système économique et social qui dérive de notre religion. Mais celle-ci nous dispense, sur la nature de l'homme, des lumières qui participent à la vérité transcendante. Et nous savons par une douloureuse expérience que la nature se venge de toute méconnaissance de ces principes. C'est parce qu'il a ramené les rapports sociaux à une physique naturaliste que le capitalisme libéral a engendré le prolétariat et préparé sa propre dislocation. C'est parce qu'il cherche l'affranchissement de l'homme dans une technologie matérialiste que le marxisme aboutit à de nouvelles formes d'aliénation, dont le plus clair résultat est de grossir les masses prolétariennes. C'est parce qu'elles sacrifiaient délibérément l'homme à la collectivité, ravalée au rang de tribu, que les mystiques totalitaires se sont engagées dans les expériences monstrueuses que nous savons.

Ces revanches de la vérité, nos aînés ont eu le mérite de les avoir pressenties, de les avoir parfois annoncées et d'avoir tout tenté pour en écarter la menace. Leurs recherches ont été fécondes dans la mesure même où ils trouvaient dans leur foi une compréhension plus claire de la réalité observable. C'est cette intelligence des principes qui a permis à La Tour du Pin, à Albert de Mun et à Henri Lorin, pour ne parler que des membres français de l'Union de Fribourg, de se dégager de l'erreur libérale, alors dominante, et de promouvoir chez les catholiques des mouvements éducatifs ou syndicaux qui devaient concourir si efficacement à réformer les abus les plus criants du capitalisme. Aussi les appella-t-on *catholiques sociaux*, parce que, devançant l'ensemble de leur coreligionnaires, ils tiraient du dogme chrétien les enseignements qu'il comporte.

En définissant sa doctrine sociale, l'Eglise a maintes fois consacré les solutions dégagées par cette école de pensée et d'action qui reprenait les traditions déjà anciennes d'un Villeneuve Bargemont et d'un de Coux, d'un Buchez et d'un Ozanam, d'un Ketteler et d'un Mermillod. Héritiers de ces grands noms, il nous appartient de poursuivre leur travail d'investigation scientifique et de projeter à notre tour, sur le désordre actuel, les lumières de notre foi. Aussi bien, ces références au passé, comme les encouragements récents, ne peuvent que stimuler notre effort à venir. Nous sommes fiers de la confiance que, dans ces recherches ingrates, faites sous leur responsabilité propre et dans la liberté des enfants de Dieu, nos devanciers ont trouvée auprès des autorités spirituelles. Mais dans la mesure même où leur sont venues ces hautes approbations, leur doctrine ne nous appartient plus en propre. Elle est devenue le patrimoine commun des fidèles, mais aussi, pour les pionniers que nous voulons rester, le point de départ d'efforts renouvelés.

Ainsi compris, le catholicisme social ne saurait vieillir. Esprit et méthode plutôt que doctrine, il durera tant qu'il existera, au sein de l'Eglise enseignée et dans la soumission à l'Eglise enseignante, des hommes anxieux des réalités sociologiques et préoccupés de chercher, à la lumière de leurs principes, les solutions adaptées qu'exigent des réalités toujours mouvantes.

Ces réalités, nous essaierons d'en prendre conscience, d'une façon qui sera nécessairement cursive et fragmentaire. Dans les analyses auxquelles nous allons procéder, dans les confrontations doctrinales qui suivront, dans les applications que nous en dégagerons, force sera de nous en tenir à des exemples. Vous n'attendez pas de nous, en dix-huit leçons, une somme théorique et pratique de la sociologie chrétienne. Mais nous pensons que cette Semaine aura atteint son but si elle nous permet de préciser quelques critères essentiels à notre action.

Sans anticiper sur les conclusions de nos travaux, qu'il me soit permis, en terminant, d'indiquer trois directions dans lesquelles, dès à présent, il semble que nous aurons à pousser nos recherches et à orienter nos efforts (1).

— Il faut *éliminer le prolétariat,* produit monstrueux et élément dissolvant du capitalisme libéral. N'oublions pas que le sens de l'égalité dans la dignité humaine est un apport du christianisme. Le progrès, qui, jusqu'ici, a surtout servi les privilégiés, doit profiter à tous et notamment aux plus déshérités. Mais redoutons les solutions qui, pour réduire les misères excessives, conduiraient à tuer l'esprit d'entreprise et à généraliser la condition prolétarienne, avec ses déracinements, ses dépersonnalisations et la ruine des foyers familiaux. Après avoir entassé les travailleurs dans les agglomérations industrielles, la technique peut favoriser aujourd'hui une

(1) Nous renvoyons au numéro de la *Chronique Sociale* de novembre-décembre 1943, paru sous le titre : « Perspectives d'avenir », et notamment à l'article d'Eugène Duthoit : « Dans le sillage des Papes », qui est sa dernière publication et comme son testament.

politique de déconcentration, d'accès à la propriété et de culture populaire. Pour cela, il n'est que de prendre socialement conscience de cette évolution économique et de la vouloir.

— Il faut *réaliser la démocratie sociale* et mettre fin à cette séparation du travailleur et de ses instruments de travail, où Marx voyait l'un des traits caractéristiques du salariat. Un régime d'association s'y doit substituer, comme le demandait déjà l'Encyclique *Quadragesimo anno*, sur le plan de l'entreprise et de la profession. Il est indispensable aussi d'intégrer dans l'Etat ces forces nouvelles que représentent les organismes syndicaux ou les coalitions d'intérêts, dont l'action légitime ne saurait s'exercer impunément par des pressions extérieures cherchant à s'équilibrer. La formule d'une démocratie où les groupements de masse ont remplacé les individus est entièrement à trouver.

— Il nous appartient enfin de *donner au monde ce supplément d'âme* dont parlait Bergson et qu'exige le prodigieux développement du progrès technique. Aucune solution naturaliste, qu'elle s'inspire du libéralisme économique ou de la dialectique marxiste, ne saurait empêcher le heurt des intérêts antagonistes, tels qu'ils sont aujourd'hui mobilisés. Sans un minimum de principes spirituels communs, les hommes ne sauraient retrouver l'unité et avec elle la maîtrise de ces biens terrestres que, d'après la Genèse, Dieu leur a donné mission de dominer.

La révolution industrielle a singulièrement accru leur puissance. Mais qu'en ont-ils fait ? Aucun génie n'est de taille, semble-t-il, à maîtriser les forces de destruction déchaînées par elle : c'est l'histoire de l'apprenti sorcier. On sait ce qu'il est advenu de cette dernière et formidable découverte, la désagrégation de l'atome. La création se détruira-t-elle elle-même ? Et pourtant à quel accroissement de bonheur ces mêmes forces pourraient servir ! Il ne tient qu'à nous de leur donner un signe positif. C'est dire assez, à l'encontre de tous les matérialismes, l'importance primordiale de l'esprit. C'est donc un acte d'humilité qu'il convient de faire, mais aussi de confiance. Dans une société qui semble s'abandonner au désespoir, nous saurons en donner l'exemple, nous qui croyons à la fois au péché originel et à la Rédemption.

4. Sommaire des leçons

Les transformations sociales qui dans l'après-guerre ébranlent le monde actuel invitaient les Semaines sociales à confronter leurs positions sociales chrétiennes avec les grands courants contemporains (socialistes, marxistes, fascistes, néo-libéraux) pour mieux se définir et orienter leur action. Les professeurs de la Semaine sociale ont d'abord tenu à mettre en relief les faits qui, s'imposant à tous, exigent de la part des dirigeants une prise de conscience bien nette.

C'est un fait que l'avènement des masses, et M. J. Folliet en a montré toutes les conséquences. La socialisation de la vie contemporaine, le dirigisme qui, appelé à remédier à des maux ne se révèle pas sans risques graves, sont également du domaine des faits qu'ont étudiés le R. P. Bigo, S. J., et MM. A. Piettre, H. Beuve-Méry. Ne faut-il pas tenir compte aussi des mouvements idéologiques qui après-guerre divisent encore les esprits : fascismes divers, néo-libéralisme, socialismes plus ou moins radicaux, marxisme de combat? MM. G. Marcy, J. Lacroix et A. Barrère en ont montré les origines et l'aboutissant. M. G. Hourdin leur opposera le passé et le présent du catholicisme social. Le R. P. de Lubac, M. Maurice Blondel nous présenteront sa conception de l'homme et de l'ordre social et le R. P. Chenu, O. P., celle du devenir social. La méthode en politique sociale, les problèmes de la population et de la famille, de la propriété des instruments de production, ceux que posent l'entreprise et la profession, le rôle de l'Etat et l'ordre international ont été lumineusement exposés par MM. M. Prélot, P. Archambault, R. Théry, Brèthe de la Gressaye, J. Dabin et G. Lebrun-Kéris.

Lundi 28 juillet 1947.

L'avènement des masses et les révolutions du XXe siècle.

M. Joseph Folliet, professeur de sociologie aux Facultés catholiques de Lyon, a étudié le phénomène des masses. Il définit la « masse » un groupe d'individus qui ne vaut que par le poids de l'ensemble et dont chaque individu ne vaut, lui aussi, que par l'ensemble. Il y a des « masses » spécifiées : masses nationales, masses prolétariennes, ouvrières, paysannes, classes moyennes, et des masses indifférenciées, qui groupent tantôt quelques-unes des masses spécifiées, tantôt leur totalité. Ce qui frappe, c'est la dépersonnalisation, qui se manifeste par la banalisation des jugements, des sentiments et des conduites, par la discontinuité de la conscience, par la vie dans l'instinct et dans l'instant. Dépersonnalisées, privées du soutien des communautés naturelles, les masses souffrent et leur souffrance a pour effet une révolte qui entretient de perpétuelles agitations. Il semble qu'aujourd'hui il soit à la fois très difficile de gouverner sans les masses et de gouverner avec elles. D'où la tentation pour les gouvernants de capter la force des masses par les techniques de propagande et de terreur. Et M. Joseph Folliet de préciser que : 1° les révolutions du XXe siècle sont, à l'origine, des phénomènes de désespoir collectif issu de la révolte des masses ; 2° elles se font avec le concours d'éléments massifs des populations entraînés par la propagande, et elles se consolident grâce à un dosage savant de propagande et d'organisation

policière ; 3° dans une certaine mesure et au moins au début, elles donnent satisfaction à quelques-unes des tendances instinctives des masses : instinct d'agressivité-égalitarisme (signification de la *Gleichschaltung*) ; 4° elles aboutissent à l'adulation d'un chef dans lequel la masse se retrouve magnifiée et idéalisée. On dit que l'humanité est arrivée à l'âge adulte. Il semble plutôt qu'elle traverse en ce moment une crise d'adolescence.

La socialisation de la vie contemporaine.

Le R. P. Bigo, S. J., de l' « Action populaire », professeur à l'Institut catholique de Paris, étudie successivement les faits, les problèmes et les principes de solution de ce phénomène social. Deux points du régime capitaliste sont mis en question par la socialisation : *a*) le droit d'exercer un pouvoir sur autrui au nom d'un pouvoir sur les choses ; *b*) le droit de détenir une option sur la richesse sociale à un autre titre que celui du besoin. L'évolution de nos institutions est commandée par ces deux idées. La première aboutit à l'*entreprise collective*. La seconde, à la *prévoyance collective*. Après avoir marqué les origines de cette évolution et ses conséquences, le R. P. Bigo montre que la socialisation nous place devant une option difficile : 1° elle représente une libération de l'homme à l'égard du *besoin* et de l'*argent ;* 2° elle crée un risque de *servitude.* Son intention est de dépouiller la propriété sans travail et sans besoin, de revêtir de protections le travail et le besoin sans propriété. Son risque est d'enlever au producteur, au consommateur et au citoyen de précieuses libertés. Il est donc nécessaire de maintenir la socialisation dans certaines limites, en gardant un contenu suffisant à la *propriété* des biens de consommation et même des moyens de production. Il est nécessaire, d'autre part, de réaliser la socialisation suivant un mode *organique* et *pluraliste.* La socialisation pose donc le problème du pouvoir dans le domaine économique. Les corporations financières et syndicales se le disputent tour à tour. Nécessité de maintenir l'Etat dans son rôle d'arbitre et de réaliser la coïncidence de la propriété et du travail.

Mardi 29 juillet.

Développement et limites de l'économie dirigée.

M. André Piettre, professeur à la Faculté de droit de Strasbourg, s'applique à l'étude de l'économie dirigée.

L'économie dirigée est un fait à la fois très ancien et très nouveau, par sa volonté de rationaliser la vie économique, qui l'apparente à tout le courant de rationalisme moderne. Par là, elle s'oppose au libéralisme. Elle se distingue, pour d'autres raisons, du socialisme et de l'interventionnisme. Elle peut s'étayer sur l'organisation professionnelle ou sur l'Etat. En fait, cette dernière forme l'emporte.

Quelles qu'en soient les causes, les modalités de l'économie dirigée tendent dans leur variété à devenir constamment plus précises et plus subtiles. C'est le cas des mesures concernant : la *production* et la *consommation ;* la *circulation* (mécanisme des prix, du crédit, de la monnaie) et la *répartition* des revenus.

De là ses limites et ses difficultés ; difficultés provenant de l'Etat : tendance à vouloir tout diriger, tout rationaliser, bureaucratie, ankylose, impuissance à tout prévoir... ; difficultés provenant des particuliers : producteurs ou consommateurs ; l'économie dirigée ne conduit-elle pas logiquement à abolir la liberté du choix ? Elle conduit ainsi à de nouveaux déséquilibres économiques, sociaux, moraux.

L'économie dirigée représente cependant un effort incontestable d'organisation économique. Mais elle manque, pour réussir, du sens de l'homme et de la civilisation, qu'elle trouverait dans le catholicisme social.

Défaite et survivance des fascismes.

Quels sont, demande M. Hubert Beuve-Méry, les éléments que révèle habituellement l'analyse du fascisme dans chaque cas particulier et qui seraient, par conséquent, plus ou moins communs aux fascismes ? Et il répond : *Les fascismes sont nationalistes ; les fascismes sont socialistes ; les fascismes sont très fortement organisés et hiérarchisés ; les fascismes accroissent et maintiennent leur puissance par une très grande efficacité des méthodes de séduction et de contrainte.* Grâce à toutes sortes de possibilités techniques naguère ignorées, propagande et répression réussissent à devenir à peu près irrésistibles, créant une espèce de sous-hommes à l'entière merci du pouvoir, et une espèce de surhommes qui, par l'extraordinaire puissance qu'ils acquièrent sur leurs subordonnés et sur les choses, semblent participer aux pouvoirs de la divinité. Ainsi, alors que les vainqueurs de 1918 s'imaginaient naïvement que la démocratie triomphait définitivement avec eux, ils virent l'Italie, l'Allemagne, la Pologne, la Hongrie, la Yougoslavie, la Roumanie, le Portugal, l'Espagne se donner des Constitutions fascistes ou de style plus ou moins fasciste, cependant que la Russie poursuivait une révolution fondée sur les principes marxistes, mais qui devait bientôt, elle aussi, sous la direction de Staline, incliner au fascisme. Aujourd'hui les démocraties ont triomphé pour la seconde fois ; mais de l'épreuve de force où il a été vaincu, le totalitarisme — qui est peut-être, en définitive, le véritable nom du fascisme — peut renaître plus puissant que jamais et parmi ceux mêmes qui l'ont abattu. Le problème, pour les Français, pour les chrétiens, pour tous ceux qui n'admettent ni une monstrueuse promotion au rang de surhomme, ni une effroyable chute dans l'infra-humain, est de savoir si ce totalitarisme peut être modifié, amélioré, dépassé — jusqu'à perdre son caractère totalitaire, — sans avoir été vécu et subi, ou s'il faut attendre, comme il arrive si souvent, que le bien renaisse une fois encore de l'excès du mal.

Les courants socialistes contemporains.

Dès le début, on se heurte, remarque M. G. Marcy, professeur à la Faculté de droit d'Aix-en-Provence, à une difficulté considérable, celle de la définition du socialisme. Multiplicité de ses formes : de Fournier à Marx... du socialisme associationniste au socialisme collectiviste. Il y a dans tout socialisme une doctrine politique, une doctrine économique et une doctrine philosophique ; or, le désaccord peut porter sur l'une ou sur l'autre : fondements philosophiques (idéalisme ou matérialisme, individu ou classe, égalité ou liberté), doctrine économique (socialisme collectiviste, socialisme associationniste, socialisme communal), doctrine politique (révolution ou réformisme, prolétariat ou union des classes). Les courants socialistes au XIXe siècle : le « socialisme français » (rationaliste, optimiste, spiritualiste et même religieux, réformiste), le socialisme marxiste (matérialisme dialectique, socialisme prolétarien et révolutionnaire), essai de conciliation, surtout de Jaurès (mais, en réalité, il s'agit déjà là d'une tentative de dépassement du marxisme), ont abouti aux courants socialistes contemporains : le *marxisme orthodoxe*, soutenu par les membres du parti communiste. Marx et Engels avaient leurs positions philosophiques (matérialisme dialectique) ; leurs positions économiques (application de la dialectique à l'étude du capitalisme ; la théorie de la plus-value

thème de la catastrophe finale) ; et leurs positions politiques (lutte de classe, la dictature du prolétariat). Le *marxisme* contemporain abandonne leurs thèmes économiques, et garde, modernisés, les autres thèmes. Les *dépassements du marxisme* cherchent à concilier le marxisme et le socialisme français. Ce prolongement de l'effort de Jaurès offre un triple aspect : *travaillisme, humanisme, socialisme libéral* ; ce dernier, poussé à l'extrême, aboutit à l'anarchisme, qui semble actuellement reprendre de l'importance. Enfin les *déviations du marxisme*. On garde le matérialisme dialectique, mais, d'après les marxistes orthodoxes, on trahit le marxisme sur un point ou un autre ; et on aboutit à la *sociale-démocratie* : ce qui semble correspondre en France à l'aile gauche du parti S. F. I. O., marxisme figé qui pactise avec la classe bourgeoise ; et au *trotskysme* (révolution permanente sur le plan international comme sur le plan national). On voit ce que le catholicisme social doit retenir, ce qu'il ne peut accepter de ces doctrines.

Mercredi 30 juillet.

L'homme marxiste.

M. Jean Lacroix, professeur de philosophie au lycée du Parc de Lyon, dans sa leçon, ne veut point juger le marxisme, mais le décrire, moins dans sa théorie que d'après le *comportement* de l'*homme* marxiste, c'est-à-dire du communiste. Pour comprendre le communisme du dedans, il faut une certaine *sympathie méthodologique,* ce qui n'empêche pas de souligner la radicale divergence de l'attitude chrétienne et de l'attitude communiste. Pour Marx, la lutte des classes n'est pas une création du marxisme ; c'est un fait qu'il observe. C'est le régime capitaliste qui produit le prolétariat, lequel est sa négative et sera son fossoyeur. Tel est le mouvement dialectique de l'histoire. Le communiste est simplement celui qui le connaît et y participe. « Nous appelons communisme le mouvement effectif qui supprimera la situation présente. » (MARX.) Aussi, être communiste, c'est prendre conscience de la condition prolétarienne et faire effort pour la détruire en anéantissant le capitalisme. Les prolétaires sont l'inquiétude du monde, parce qu'ils en sont la souffrance. Tout effort révolutionnaire ne peut être qu'une participation à leur effort de libération. D'où la liaison du communisme et de la masse. Le marxisme, a-t-on dit, c'est la *philosophie immanente du prolétariat.* Le communiste est celui qui croit à la spontanéité des masses et participe librement à leur mouvement nécessaire. *L'homme marxiste est un combattant.* Ainsi le communiste est en état de *guerre totale* avec la société capitaliste. La nier, pour lui, c'est la détruire. Et puisque c'est le prolétariat qui apporte le salut du monde, lutter pour lui et avec lui sera le seul moyen de promouvoir concrètement les valeurs. Sa morale sera donc celle d'un combattant. Tel est ce qu'on pourrait appeler l'*identité de la morale et de la révolution :* est moral ce qui est progressiste, c'est-à-dire ce qui va dans le sens de l'histoire ; immoral tout le reste. En fait, il y a dans le marxisme une double lutte : lutte de l'homme avec l'homme, qui a nom lutte des classes ; lutte de l'homme avec la nature, qui s'appelle travail. Le travail, pour Marx, est l'activité par laquelle l'homme accomplit sa vocation en humanisant la nature. Ainsi l'homme marxiste est doublement ouvrier : ouvrier de socialisation perpétuelle, ouvrier de transformation continue de la nature. Industrialiser le monde, c'est spiritualiser l'homme, puisque c'est le rendre toujours davantage maître et possesseur de l'univers, puisque c'est l'unir toujours davantage à l'homme en coopérant dans une œuvre. Mais si c'est cette double lutte qui est le moteur de l'histoire et qui fait le progrès, comment peut-on concevoir qu'un jour viendra ici-bas où elle aura disparu ? Un tel état humain ne peut être que trans-historique.

Les aspects actuels du libéralisme.

Le libéralisme se présente aujourd'hui après une éclipse de plusieurs décades. Une révision de son esprit et de ses méthodes a-t-elle été accomplie ? Des solutions inspirées par lui ont-elles été appliquées dans certains pays demeurés plus ou moins à l'écart du courant dirigiste ? Que présentent aujourd'hui les partisans d'un libéralisme rénové ? Qu'est-ce que le néo-libéralisme ? Quelle est la « liberté » qu'il nous propose ? Telles sont quelques-unes des questions auxquelles M. Alain Barrère, professeur à la Faculté de droit de Toulouse, voudrait essayer de répondre. Les néo-libéraux ont conservé l'essentiel des positions du libéralisme, mais ne croient plus à son institution spontanée ; il faut « construire » le libéralisme que le régime du laisser-faire tend à détruire. Ils se distinguent ainsi des apologistes du capitalisme libéral et des interventionnistes systématiques qui admettent le dirigisme. Ils se distinguent également des catholiques sociaux, notamment par des différences dans la conception de la personne humaine, de la liberté, de la propriété, par le mobile qu'ils assignent au système économique, par l'esprit capitaliste qui inspire leur conception générale. Le courant néo-libéral a déjà inspiré un certain nombre de solutions concrètes. Les unes ont été appliquées dès avant la guerre ; d'autres s'offrent comme des solutions aux problèmes actuels. Ces solutions proposées constituent une sorte de ligne de résistance aux solutions du dirigisme et parfois le désir de renverser le sens d'une évolution. Le néo-libéralisme apparaît ainsi sous certains aspects comme se situant à contre-courant. Mais il est souvent difficile de faire la part des solutions qu'il inspire réellement et celle qui revient au dirigisme. Le néo-libéralisme représente pourtant une puissance réelle. D'une manière très générale, la bourgeoisie, les classes moyennes et une partie de la paysannerie lui sont plutôt favorables ; la classe ouvrière plutôt hostile. Cependant, bien des nuances sont ici nécessaires. Aux Etats-Unis, l'opinion lui paraît acquise, dans l'ensemble, avec plus de netteté chez les républicains que chez les démocrates. Sur le plan international, les Etats-Unis apparaissent comme le champion du libéralisme rénové, et cela pose d'importants problèmes. Eux seuls peuvent apporter une aide économique aux nations appauvries par la guerre et cette aide comporte fatalement des contre-parties qui réagissent sur le comportement et la structure économique des nations secourues. On ne peut donc rester indifférent devant les conséquences du néo-libéralisme. Apporte-t-il des solutions satisfaisantes au problème de la liberté humaine ? La personne a-t-elle de plus grandes possibilités d'épanouissement ? Qu'advient-il de sa dignité et de l'exercice de ses responsabilités ?

Naissance, développement et état présent du catholicisme social.

M. Georges Hourdin, directeur de *la Vie catholique illustrée,* cherche d'abord ce que recouvre ce terme de catholicisme social, son sens étroit et son sens large. Et c'est pour se demander : les catholiques ont-ils mis trop longtemps à prendre conscience des problèmes sociaux que posait, au début du XIXe siècle, la naissance d'une nouvelle forme de civilisation ? En examinant la société française au lendemain de la Révolution de 1789, il rappelle le libéralisme, la démocratie et la naissance du prolétariat ; les réactions de l'Eglise,

la politique religieuse de la Restauration ; l'école traditionaliste. C'est une première prise de conscience des catholiques et c'est la découverte de la misère ouvrière et des problèmes que pose le paupérisme. La Révolution de 1848 a donné comme le signal de l'essor du catholicisme social dans toute l'Europe. Avec Albert de Mun, La Tour du Pin, il se développe en France, inaugurant son action doctrinale que jalonnent l'Union de Fribourg, les grandes Encycliques, l'œuvre des « Semaines sociales ». Que d'œuvres et de mouvements nés du catholicisme social ! C'est le syndicalisme chrétien, les Secrétariats sociaux, l'Action populaire, les mouvements de jeunesse : nouvelle méthode de conquête et d'action, le catholicisme social et son action politique, la législation sociale et l'organisation démocratique. La doctrine catholique sociale, actuellement, rayonne par le développement des organisations, des mouvements et des partis qui s'inspirent de cette doctrine et l'étude des problèmes nouveaux qui se posent à la méditation des catholiques sociaux.

Jeudi 31 juillet.

La conception de l'homme.

Du cours du R. P. de Lubac, S. J., professeur à la Faculté de théologie de Lyon, il faudrait citer toute l'introduction. Le christianisme a une doctrine sur l'homme, et cette doctrine est un véritable humanisme ; non pas, comme on l'a prétendu, par esprit de compromis, mais par fidélité à la Révélation divine. L'idée chrétienne de l'homme ne manifeste pas à la fois la multiplicité de ses aspects. En voici quelques-uns : depuis un siècle environ, se constitue une idée nouvelle de l'homme, homme terrestre, social, temporel, sortant pour la première fois de la préhistoire et prenant en main son destin. Déconcertante encore pour beaucoup d'esprits, cette conception nouvelle ne doit cependant pas être repoussée au nom d'un traditionalisme ou d'un providentialisme qui ne découlent pas de la foi chrétienne. Elle nous invite, au contraire, à mieux comprendre l'idée de l'homme créé à l'image de Dieu créateur et qui doit chercher maintenant son unité dans l'histoire. Comme le note saint Thomas : « *Habet homo rationem et manum.* » (I, q. xci, art. 3, *ad secundum.*) Mais l'idée nouvelle se fait jour à travers un ressentiment ; engendre elle-même une griserie et est accompagnée d'une illusion : révolte contre Dieu, griserie de la science, illusion du « rien que la terre », inverse et symétrique de l'illusion du mysticisme. Sa forme la plus radicale, la plus totale aussi, culmine aujourd'hui dans la conception marxiste de l'homme (caractère utopique de la libération spirituelle telle que l'entend le marxisme : soit en ce qui concerne la fin, soit en ce qui concerne le moyen). Par contre, réalisme de l'idée chrétienne, avec la condition de l'homme pécheur, car une libération totale ne peut être que transcendante. Le christianisme accomplit le vœu de l'homme et le sauve des retours pessimistes, sans sacrifier ni les générations ni les personnes. Pour l'humanité comme pour chaque individu, il n'y a d'achèvement de l'homme que par la *Metanoia* évangélique. Quel que soit le progrès naturel accompli, quelle que soit l'idée nouvelle élaborée, le surnaturel doit intervenir pour une transfiguration. Il ne s'agit pas d'un degré de plus dans l'ordre naturel, mais de l'intervention d'un principe tout autre. Aucune invention « d'homme nouveau » ne supprime la nécessité du passage à l' « Homme nouveau » qui présuppose le mystère de l'Homme-Dieu. Que l'homme reprenne à son compte (fort du concours divin) les sept jours : le huitième jour, dans lequel seul il s'achève, ne peut que lui être donné.

La conception de l'ordre social

M. Maurice Blondel, professeur honoraire de l'Université Aix-Marseille, après avoir cherché le sens originel et essentiel des mots « social » et « sociabilité », prend pour première tâche de discerner les diverses formes, les diverses sources, les diverses fins de la vie sociale et de retrouver jusqu'en ses défaillances ou ses déviations la preuve qu'il y a en l'homme un besoin primitif et foncier, condition de toute vie civilisée. En fait, quatre types, d'origine distincte et d'applications différentes ou opposées, s'imposent à notre examen. Le XVIIIe siècle a vu naître *le Contrat social* de Rousseau et la Proclamation des Droits de l'homme. On s'appuie tour à tour sur les abstractions, des suffrages et sur des prétentions concrètes que développe la lutte pour la vie ou l'apparition de chefs transformant la horde en institutions défensives ou utilitaires. Et cette conception a trouvé dans le positivisme, dans les doctrines transformistes, dans le matérialisme marxiste ou fasciste une prédominance en beaucoup d'esprits et des applications éducatives, économiques, politiques. On trouve une tout autre solution dans l'héritage de la pensée hellénique, chez un Aristote, par exemple, inspiré d'ailleurs de l'esprit platonicien, où le génie artistique, littéraire, politique et religieux se manifeste en un remarquable humanisme social. C'est en chacun que réside un besoin supérieur de vie sociale, d'amitié généreuse, allant, s'il le faut, jusqu'au sacrifice de la vie pour la patrie et pour cette harmonie qui trouve son principe et son épanouissement dans une sorte d'assimilation à l'ordre divin dont l'homme vertueux, dévoué et pleinement social, à la fois auteur et sujet des lois sacrées, réalise cet accord parfait dont la beauté est l'expression, dont la vertu et le bonheur sont la récompense supra-temporelle. Social, ce mot avait pris là un tout autre sens que chez certains sociologues qui font naître la sociabilité d'un utilitarisme temporel évoluant sous l'influence des sciences positives vers un libéralisme ou un autoritarisme outranciers. C'est ici que, pour nous, apparaît une inspiration supérieure et à celle de l'héritage hellénique et à celles des humanitarismes à trop courtes vues et à trompeuses promesses. Nous avons entendu le message de Noël. Nous connaissons les textes de la Genèse. Mais il nous faut en scruter toujours le sens réel et spirituel, plus profondément humain que toutes les ambitions des programmes et des réalisations de nos cités terrestres. Si la juste et complète idée de la sociabilité des hommes et des peuples reste incomplète et faussée, mal comprise en ses devoirs et ses lois essentielles, frustrée en son progrès dont on attend beaucoup sans en comprendre ni en rechercher les vraies conditions, c'est qu'il lui manque le sens et la portée du contenu total de l'ordre social chrétien. Car ce qui est en germe, c'est l'ébauche, c'est la floraison, c'est déjà la fructification de notre alliance à Dieu, c'est l'inchoation en sa réalité cachée de notre participation, de notre société, de notre adoption en la vie trinitaire elle-même. Combien est pressante et capitale la tâche des pionniers de la vérité pour mettre en lumière les méthodes auxquelles doit recourir l'authentique catholicisme social pour préparer les bienfaits qu'il doit répandre dans les esprits et dans toute notre vie publique nationale et internationale !

La conception du devenir social.

Si l'homme, note d'abord le R. P. Chenu, O. P., ne peut se définir comme il ne peut vivre sans une référence à la société, la vie sociale de l'homme, à son tour, ne peut se concevoir ni se réaliser hors l'évolution dans le temps de cette humanité en corps. C'est que l'homme même, objet de tant et tant de savoirs, est une réalité

istorique ; sa nature inclut, comme essentielle ropriété, une référence au temps. Il *est dans* le emps. L'historicité de l'homme n'est pas seulelent un phénomène psychologique entre plusieurs utres ; elle est ontologique et, de ce fait, elle ffecte, selon des conditions à déterminer, toute aleur humaine. En fait, l'homme est dans le emps par son corps, l'homme est dans le temps ar son esprit et des deux côtés il est véritalement, authentiquement, efficacement dans le evenir social. On devine que dans le premier is, solidaire physiquement, biologiquement, écoomiquement, des lois du cosmos, son historicité 'exprimera par des déterminismes qui comnandent la nature dans laquelle l'homme s'inère. Dans le second cas, c'est la liberté qui exprinera ou commandera l'évolution, puisque l'esprit – intelligence et amour — est créateur de ses ropres biens. Mais il ne suffit pas de ces deux léments, dont la rivalité est flagrante, dès avant s défaillances personnelles ; la seule cohérence iterne du déterminisme de la nature et de la berté de l'esprit résoud le problème, tout comme condition de l'homme se définit non par une ohabitation de l'âme et du corps, mais par leur onsubstantialité dans l'unité d'un seul être ivant. Elle est la clé de l'opposition des philoophes, des sociologues, des psychologues, au ours de l'analyse de cet être mystérieux et éconcertant qu'est le composé humain. Elle perlet enfin de juger ce qu'est, dans son « prorès », ce devenir social, entre l'optimisme d'une ociologie évolutionniste et le pessimisme existeniel du drame trop réel des personnes livrées leur liberté.

Vendredi 1er août.

a méthode de politique sociale.

M. Marcel Prélot, professeur à la Faculté de roit et des sciences politiques de Strasbourg, appelle que la science et la doctrine sociales onduisent à une politique sociale : ensemble oordonné de dispositions destinées, soit à mainenir un état social existant, soit, plus souvent, le transformer en un état social nouveau, éputé meilleur. Or une politique sociale se aractérise par son but. Puisque l'humanisme ntégral du catholicisme social dépend non seuement du comportement de l'homme intérieur, nais du milieu social où il vit (cf. les radioaessages de Noël de S. S. Pie XII), l'humanisaion du milieu social sera le but direct et imméiat du catholicisme social. Mais une politique ociale se caractérise encore par sa méthode. 'our le catholicisme social, la connaissance scienifique est nécessaire à la politique sociale dans a mesure où celle-ci est une thérapeutique sociale.)n ne commande à la nature sociale qu'en lui béissant. Mais la connaissance scientifique est nsuffisante à déterminer la politique sociale et e catholicisme social estime que l'homme peut t doit agir sur le milieu social. Le christianisme ocial veut provoquer l'humanisation du milieu ocial par les moyens humains, c'est-à-dire les noyens de droit, et préconise le recours légitime la force qui est, à l'époque contemporaine, le ecours à l'Etat. La nécessité de son intervention st une affirmation essentielle, doctrinalement et iistoriquement, du catholicisme social, comme en émoigne la part du catholicisme social dans la égislation sociale du XIXe et du XXe siècle. Mais e recours à l'Etat législateur est un moyen, non ine fin ; et le catholicisme social s'oppose à la ubstitution de l'Etat, c'est-à-dire de l'organisaion politique de la nation, aux activités privées ndividuelles ou collectives. Le juridisme indivilualiste (libéral) ne doit pas être remplacé par in juridisme étatique (socialiste), mais par un lroit institutionnel. Mais pour humaniser la vie sociale, il faut humaniser l'homme lui-même. L'homme n'est pas naturellement « humain » ; visant à transformer l'homme de l'intérieur, la méthode catholique sociale est non seulement organisatrice, mais encore éthique et éducative. Elle fait appel à la conscience, à la responsabilité personnelle. Le catholicisme social n'est donc pas, comme on le répète souvent, un « paternalisme » ou, plutôt, il est un « paternalisme » au sens grand et vrai de la mission paternelle. Il stimule l'initiative des milieux dirigeants en les conviant à une tâche protectrice et éducatrice, et suscite une évolution et une émancipation démocratiques. Il en assure les conditions de succès profonds et durables en la faisant marcher de pair avec une élévation spirituelle, morale et intellectuelle.

La population et la famille.

Pour M. Paul Archambault, président de la Confédération générale des familles, il y a un problème de la population : il faut que France, chrétienté, humanité continuent ; et un problème de la famille : il faut que cette perpétuité de la race soit assurée dans des conditions humaines, heureuses et dignes à la fois pour les enfants qui sont mis au monde et pour les parents qui les mettent au monde. Nous nous refusons à les séparer. Pour les résoudre, il ne suffit pas de s'en rapporter à l'instinct du soin de procréer des enfants et de les élever, et aux phénomènes naturels, du soin d'adapter le chiffre de la population aux possibilités et besoins. Ce n'est pas non plus une solution de ne voir dans le mariage qu'un contrat, révocable comme tous les contrats, à la volonté des conjoints. La famille se désagrège. Il ne suffit pas non plus que l'Etat, intervenant, joigne une politique d'eugénisme à une politique de natalité dirigée : solution inhumaine, méconnaissant les exigences supérieures que l'homme porte en lui-même, même lorsqu'il remplit une fonction qui lui est commune avec les animaux. La doctrine catholique veut la multiplication de la vie et propose que c'est là la fin essentielle du mariage ; elle exige cependant une discipline stricte de l'instinct sexuel, sous un triple aspect : dignité de la personne, protection de la race, respect de l'œuvre de Dieu. Proposant, par ailleurs, à la vie familiale, d'autres fins : milieu éducatif privilégié ; meilleur équilibre social ; épanouissement des personnes dans et par l'amour, elle veut la famille libérée de l'individualisme de groupe comme de l'égoïsme de l'individu, ouverte à l'idée de service, mais non asservie ; elle ne s'oppose pas à des mesures natalistes ou eugénistes, mais les veut respectueuses de la dignité des personnes et des lois du mariage, de caractère éducatif et non contraignant : ce sont là les éléments d'une solution réellement et intégralement humaine qui réclame des conditions de vie normales (ressources, logement, aide aux mères, etc.) ; une législation et une organisation sociales respectueuses des exigences propres de la famille et qui, en même temps, l'associent, au bénéfice commun, à la vie de la cité ; enfin une mystique familiale renouvelée, par une intelligence plus profonde de l'amour et l'utilisation auprès des jeunes, de ce sens de « l'engagement » et des risques dont ils se flattent volontiers.

La propriété des instruments de production.

L'appropriation des *biens de consommation* pour satisfaire aux *besoins vitaux*, remarque M. René Théry, professeur à la Faculté libre de droit de Lille, se réalise avant tout par le travail ; et le *travail* demeure le moyen essentiel de se procurer les biens de consommation. Reste le problème des *relations entre le travail et les instruments du travail* qui se trouve posé : quelles sont-elles ? que devraient-elles être ? On constate

que travail et propriété des moyens de travail sont tantôt réunis, tantôt dissociés, mais que lorsqu'ils sont séparés ils tendent à se réunir. On fera cette observation dans l'industrie comme dans la culture, en distinguant le travail de direction et d'exécution et les divers types d'organisation de la production (familial, capitaliste, collectif). Il faut convenir que la dissociation du travail et de la propriété déshumanise et le travail et la propriété, qui cessent l'un et l'autre d'exprimer une personnalité. Le *libéralisme* accepte le fait de la dissociation qui lui apparaît conforme à l'ordre des choses. Le *marxisme* s'insurge contre lui en y dénonçant le principe de l'aliénation : il veut y porter remède par le transfert de la propriété des moyens de production à la collectivité. Mais l'émancipation des travailleurs qui en résulte n'est-elle pas plus formelle que réelle ? Le *catholicisme social* a toujours marqué sa sympathie pour le travailleur maître de ses instruments de travail. Mais il s'est heurté au difficile problème posé par la technique collective de la production et il n'a pas encore pleinement réussi à construire un système de propriété qui permette l'épanouissement de la personne dans les conditions de l'économie moderne. Il s'agirait notamment de savoir si le travail sur la chose d'autrui crée des droits sur cette chose. Il faudrait aussi rechercher s'il est possible de créer et de financer des entreprises dont les bailleurs de fonds ne seraient plus les maîtres. Il faudrait enfin songer aux moyens de réaliser une propriété des moyens de travail à la taille de l'homme.

L'entreprise et la profession.

M. Brèthe de La Gressaye, professeur à la Faculté de droit de Bordeaux, a montré qu'en face d'un néo-libéralisme ou d'un socialo-communisme, le catholicisme social, maintenant la propriété privée des instruments de production dans une large mesure, tout en acceptant la nationalisation dans certains cas, se propose d'unir la direction et le personnel des entreprises dans la profession comme dans l'entreprise. Pour les catholiques sociaux, la profession est un corps social naturel qu'il faut organiser pour réaliser une communauté entre patrons et ouvriers, et soumettre les entreprises concurrentes à une discipline économique bienfaisante. Pour cela il faut réunir toutes les entreprises d'une même branche de production en un corps unique, sous une autorité désignée par les professionnels eux-mêmes (groupés en Syndicats distincts, librement formés), avec une large autonomie à l'égard de l'Etat. Les applications ne sont encore que très imparfaites à l'heure actuelle. L'Etat décide de tout (salaires, allocations familiales) et organise tout (Sécurité sociale, apprentissage, placement). L'Etat abuse de son pouvoir d'intervention. Il faudrait voir les organismes sociaux mixtes, réglant les conditions de travail et organisant les services d'entr'aide. Au point de vue économique, il faut arriver à une décentralisation, par la Fédération des entreprises d'une même profession, sous la direction de représentants des ouvriers comme des patrons, désignés par les syndicats, contrôlés par l'Etat. Mais faut-il socialiser l'entreprise ? Si, sous le régime du salariat, le travail n'a aucune part dans l'entreprise (il ne fait que louer ses services au propriétaire), ce régime n'est pas absolument injuste en soi, mais il est grandement souhaitable de le rapprocher d'un régime de société (PIE XI, *Quadragesimo anno*). C'est le problème de la participation des travailleurs à la gestion et aux profits de l'entreprise, en voie de réalisation en France à notre époque. Que penser des applications dans l'entreprise *patronale* : l'expérience française des Comités d'entreprises réussira-t-elle ? Dans l'entreprise *nationalisée* : le régime actuel de la nationalisation assure-t-il aux travailleurs plus de liberté, d'initiative ? Des entreprises *communautaires* seraient-elles possibles, associant soit les *ouvriers* exclusivement entre eux (coopératives de production, communauté Barbu), soit des *ouvriers* avec des *capitalistes ?...* Suivant quel mode de gestion ? La voie est ouverte à diverses expériences.

Le rôle de l'Etat.

Comment, se demande M. Jean Dabin, professeur à la Faculté de droit de Louvain, se présente le rôle de l'Etat dans la perspective historique qui est celle de nos jours, caractérisée par « l'avènement des masses » et les phénomènes concomitants (socialisation de la vie, économie dirigée) ? L'Etat n'a charge que du bien *public*, non directement du bien *propre*. Il doit assurer la *paix* dans l'ordre par la justice ; une certaine *coordination* rationnelle des activités ; l'*aide* et la *suppléance à l'initiative privée*, le tout appuyé sur des *institutions* adéquates, qu'il s'agisse du bien matériel, moral..., spécifiquement politique (le bien *de l'Etat*). Le rôle de l'Etat reste *supplétif* même en matière de bien public. *En principe* ... *l'Etat existe pour les individus et pour les groupes*, c'est-à-dire pour la société, et non la société pour l'Etat. Donc pas de *totalitarisme d'Etat*, soit comme principe, soit comme méthode. Il est vrai que les individus et les groupes doivent au bien public le *sacrifice de leur bien propre*. Mais ce sacrifice a des limites. Ainsi *dans l'individu* échappent à la compétence de l'Etat : le *spirituel* d'abord, qui est essentiellement privé (du moins au regard de la société temporelle) ; ensuite, tout ce qui, dans le *temporel*, serait en fait, dans les circonstances, *sans rapport efficace* avec le bien public ; enfin, certains *droits temporels essentiels* intéressant la destinée de l'individu. De même l'Etat doit aux *groupes privés* : respect des droits de la famille, de la liberté d'association et de l'autonomie des associations en tous domaines, y compris le domaine de la politique (*partis politiques*). Critiquer la formule de l'*Etat totalitaire*, soit dans son principe, soit dans ses méthodes, ce n'est nullement cantonner l'Etat dans une attitude de *refus* à l'égard des légitimes aspirations des masses : la solution du problème social n'est pas dans l'étatisme. Il appartient à l'Etat, non totalitaire, de collaborer pour sa part, de manière énergique, à l'avènement de cette *démocratie économique et sociale* qui est le véritable vœu des masses et dans laquelle la *justice sociale* trouve sa réalisation sans sacrifice de la *liberté*.

L'ordre international.

Est-il possible, demande M. Georges Lebrun Keris, de concilier les deux termes nation et société internationale, apparemment antagonistes ? Il faut d'abord un examen critique des solutions actuelles du problème de l'ordre international : dans l'ordre juridique international, on rencontre les Etats, les nations et l'O. N. U. ; dans l'ordre politique international, la nouvelle Europe née des traités et les « principes » qui les ont inspirés essayent de vivre (thèses et principes s'opposent pour l'Allemagne, etc.) ; dans l'ordre politique colonial, la situation des peuples non indépendants se pose avec l'inadaptation de l'ancien système colonial et les difficultés d'adaptation d'un nouvel ordre. Que donnera le Conseil de tutelle ? Mais dans l'ordre international de fait le Conseil des Quatre et la dictature des deux plus grands s'imposent à tous. Les solutions

font jour dans un fédéralisme impérial (en réglant les conditions des rapports entre les peuples non indépendants et les peuples exerçant la tutelle), ou dans un fédéralisme régional (on voit déjà les embryons d'union régionale, on parle d'union européenne et de « bloc occidental » ; mais ce fédéralisme, qui a sa valeur, a aussi ses insuffisances), ou enfin dans un fédéralisme des fonctions (c'est l'organisation des activités supranationales dont nous connaissons les premières réalisations). Régionalisme et fédéralisme apparaissent donc nécessaires.

5. Conclusions de la Semaine sociale

Réunies à Paris, pour leur 34e session, les Semaines sociales de France ont voulu, en cette période de profondes transformations sociales, confronter les positions du catholicisme social qu'elles s'efforcent de promouvoir depuis près d'un demi-siècle et les grands courants contemporains (socialistes, marxistes, fascistes, néo-libéraux), afin de définir à nouveau son originalité propre et de mieux prendre conscience de sa tâche présente.

Elles ont d'abord, selon leur méthode habituelle, longuement analysé la situation sociale du monde contemporain.

Les faits [1].

Des données de fait s'imposent à tous : *l'avènement des masses* d'abord, phénomène ambivalent, qui, s'il se traduit par une dépersonnalisation et une standardisation marquée des individus et des groupes, manifeste aussi l'aspiration des hommes vers une participation plus égale de tous à des valeurs personnelles, au sein d'une même communauté humaine ; la *socialisation* de la vie contemporaine ensuite qui, si elle représente une libération à l'égard du besoin et de l'argent, crée, d'autre part, un risque de servitude ; le *dirigisme* enfin qui, destiné à rationaliser la vie économique, aboutit souvent en fait à l'étouffement de l'initiative individuelle et même de la liberté du consommateur.

Les idéologies.

Sur ces données de fait viennent s'inscrire les mouvements idéologiques qui divisent les esprits. Ces mouvements ont été étudiés avec objectivité et sympathie afin d'en dégager ce qu'ils peuvent contenir de vérités indiscutables ou d'aspirations légitimes; leurs erreurs ou leurs insuffisances foncières n'en prennent par suite que plus de relief : la survivance des divers *fascismes* chez les pays vaincus où les tendances apparentées qui se font jour en nombre de pays vainqueurs nous obligent à tenir compte de l'aspiration communautaire et du désir d'efficacité dont ils sont la déviation ; le *néo-libéralisme*, qui incarne la résistance de l'homme au collectivisme sur le plan économique, ne doit pourtant pas nous faire prendre la liberté économique pour un équivalent suffisant de la vraie liberté humaine ; les divers *socialismes* soulignent pour nous la nécessité d'une justice sociale trop absente du régime capitaliste ; l'existence même du *militant marxiste*, s'efforçant de hâter l'aboutissement des révolutions de l'histoire vers un état humain où cesse l'aliénation de l'homme, est comme un appel à la sainteté, seul témoignage efficace que peut rendre le chrétien à l'existence des réalités transcendantes.

Seul le christianisme apparaît capable de tenir compte tout à la fois de ces réalités et de la part de vérité que contiennent ces idéologies. Pour arbitrer l'opposition communauté et personne, efficacité et liberté, pour équilibrer l'ordre humain dans une véritable justice, il proclame la transcendance de Dieu, que la vraie grandeur, comme le véritable bonheur de l'homme, est de reconnaître.

Rappel des principes chrétiens.

La conception chrétienne de l'homme ne s'oppose pas nécessairement à l'idée nouvelle d'une humanité sortant en quelque sorte de la préhistoire et prenant en main son destin, mais elle implique que cette aspiration ne peut se réaliser qu'avec Dieu, et non par les seuls moyens de la science humaine, sans sortir du plan terrestre et temporel. La libération spirituelle, telle que l'entend le marxisme en particulier, se réalisant et s'achevant dans le temps même, par le simple progrès social, est une utopie. Cette libération est, pour le christianisme, inséparable d'une libération du péché. Elle implique un effort tant individuel que collectif vers l'amour, qui ne peut aboutir sans une intervention transcendante.

Cette libération personnelle, d'autre part, ne peut s'accomplir qu'au sein d'une communauté humaine dont la personne anime à son tour le progrès. Pour emplir son rôle, cette communauté comporte évidemment une organisation sociale. Toutefois celle-ci ne doit pas être conçue exclusivement comme le résultat fatal d'une évolution biologique, où comme la construction arbitraire d'un choix politique, ou comme la réponse à un besoin psychologique de sociabilité, mais comme une organisation qui réponde à tous ces besoins à la fois, tout en facilitant l'orientation de la communauté humaine vers son but ultime : la communion à Dieu, par l'incorporation au Corps mystique du Christ.

De même que l'homme ne peut se définir sans une référence essentielle à la société, la vie sociale de l'homme, à son tour, ne peut se concevoir hors de l'évolution dans le temps. Le caractère historique de l'humanité, qui plonge ses racines jusque dans la nature de l'homme, a été mis de nos jours en puissante lumière. Loin d'être en opposition avec la conception chrétienne, cette affirmation du devenir social s'harmonise, au contraire, par-

(1) Les sous-titres sont de *la D. C.*

faitement avec une doctrine qui présente la destinée tant individuelle que collective comme un engagement dans le temps dont elle révèle « l'économie ». Le christianisme, enfin, en nous révélant la fin transcendante de ce devenir qu'est le royaume de Dieu et son drame qu'est la Rédemption, nous protège à la fois contre l'optimisme béat de certain évolutionnisme et contre le pessimisme inhumain d'un existentialisme sans espérance.

Une méthode sociale vraiment humaine.

Guidée par ces principes qui projettent la lumière d'une éthique sur les données de la sociologie, la Semaine sociale de Paris rappelle la méthode de politique sociale qui en découle. En vue d'humaniser le milieu économique et social qui est son but direct, le catholicisme social préconise une action qui, partant de l'étude scientifique de ce milieu et de ses lois, tend à le réformer par des moyens de droit, en particulier par un recours à l'Etat qui ne doit pas se substituer aux activités individuelles ou collectives, mais leur constituer un cadre institutionnel favorable, où pourra se développer un effort simultané d'organisation et d'éducation. C'est pourquoi il insiste tant sur l'importance d'un agencement harmonieux des corps intermédiaires (famille, profession, etc.), où un certain pluralisme laisse à chacun — sous le contrôle de l'autorité sociale — sa part d'initiative et le jeu suffisant pour son épanouissement personnel. Ces solutions se distinguent donc des solutions collectivistes qui risquent d'aboutir, en fait, à une fonctionnarisation préjudiciable à la production des richesses dont il s'agira ensuite d'assurer la répartition équitable, et à une généralisation de la condition prolétarienne qu'il s'agit précisément d'éliminer.

C'est ainsi que, à titre d'exemple :

Population et famille.

1° Le problème de *la population et* de *la famille* ne peut être résolu ni dans la voie purement instinctive dépassée désormais par la prise de conscience progressive par l'humanité de son destin, ni par le caprice de la volonté individuelle qui compromet les lois mêmes de la vie, ni par l'eugénisme des régimes totalitaires, qui, à la fois nataliste et antifamilial, méconnaît les exigences supérieures de la personne humaine ; mais on doit viser à une multiplication de la vie obtenue dans une discipline de l'instinct sexuel qui fait de la famille un milieu éducatif privilégié où les personnes s'épanouissent dans l'amour. A ces fins, trois conditions s'imposent de nos jours :

a) des conditions de vie plus normales (ressources, logement, aide aux mères) ;

b) une législation et une organisation sociales respectueuses des exigences propres de la famille et l'associant en même temps à la vie de la cité ;

c) une mystique familiale renouvelée par une intelligence plus profonde de l'amour, en particulier de l'engagement et des risques qu'il comporte.

La propriété.

2° Le problème de *la propriété,* posé par la nécessité de s'approprier les biens de consommation, est essentiellement, de nos jours, celui de la propriété des instruments de production. Travail et propriété des moyens de travail se sont trouvés tantôt réunis, tantôt associés, mais lorsqu'ils sont dissociés ils cherchent à se réunir, car cette dissociation tend à déshumaniser à la fois travail et propriété.

Contre le libéralisme qui accepte cette dissociation s'insurge le marxisme qui veut y porter remède par le transfert à la collectivité des moyens de production ; mais l'émancipation des travailleurs qui en résulte paraît plus formelle que réelle. Aussi, en face de la technique collective de la production qui caractérise l'économie moderne, faut-il chercher à préciser les droits que le travail sur la chose d'autrui crée sur cette chose, les moyens de créer et de financer des entreprises dont les bailleurs de fonds ne seraient plus les maîtres, et ceux de réaliser une propriété des moyens de travail à la taille de l'homme.

La profession.

3° Le problème de *la profession et de l'entreprise* a été de tout temps au centre des préoccupations du catholicisme social. Aujourd'hui, fidèle à sa ligne directrice, contre un néo-libéralisme toujours méfiant de toute discipline corporative, de toute participation des travailleurs à la gestion, comme du contrôle de l'Etat, et contre un socialo-communisme qui tend, non seulement dans de vastes secteurs nationalisés, mais dans le secteur privé lui-même, à organiser l'économie sous la direction des Syndicats ouvriers unifiés, appuyés par un Etat politicien, le catholicisme social propose d'unir la direction et le personnel des entreprises à un double échelon :

a) à la base, dans l'entreprise (privée ou nationalisée), par l'établissement d'un régime humain de travail qui fasse des travailleurs les membres d'une communauté participant à la gestion et aux profits de l'entreprise, régime dont la réalisation est encore à peine essayée, même dans les entreprises qui ont été nationalisées ;

b) au degré supérieur, dans la profession, en appelant les représentants des travailleurs avec ceux des chefs d'entreprise à organiser la profession (régime du travail et de la production) pour le bien de tous, sous le contrôle de l'Etat et sur la base de la liberté syndicale ; alors qu'à l'heure actuelle, l'Etat décidant de tout et organisant tout, il n'existe même pas de Commissions mixtes permanentes et plus guère de conventions collectives.

L'État.

4° Le problème de *l'Etat* dans le monde contemporain est caractérisé par la nécessité de donner à celui-ci les moyens de faire face à ses charges croissantes dans tous les domaines, économique, social, culturel, et de

empêcher d'étouffer la personne humaine en aboutissant au totalitarisme. Chargé, en effet, non directement du bien de chacun, mais du bien commun ou bien public, c'est-à-dire de créer un milieu favorable au développement des individus et des groupes (paix dans la justice, harmonisation des activités diverses, aide et souvent suppléance de l'initiative privée), il existe pour les personnes et ne doit point opprimer mais sauvegarder leur liberté.

Celles-ci peuvent avoir à sacrifier leur bien propre pour le bien public, mais ce sacrifice a des limites : le spirituel d'abord, certains droits temporels intéressant la destinée de la personne ensuite, la vie des familles et la liberté des Associations enfin.

Aussi l'Etat doit-il respecter et favoriser un certain pluralisme des institutions, notamment dans le domaine de l'éducation et des œuvres (pluralisme scolaire) ; dans le domaine économique (pluralisme des entreprises) ; dans le domaine politique (pluralité des partis). Il lui appartient, par ailleurs, de promouvoir cette démocratie économique et sociale qui est le véritable vœu des masses et dans laquelle la justice sociale trouvera sa réalisation sans sacrifice de la liberté.

Relations internationales.

5° Le problème de *l'ordre international* enfin réclame une solution qui apparaît à la fois urgente et difficile dans ce monde d'après-guerre si troublé, où l'ancien système colonial trahit son inadaptation sans que se dessine clairement un nouvel ordre viable, où les défiances entre vaincus et vainqueurs contrarient toute organisation générale de la société des Etats, où les dictatures rivales des deux plus grands Etats rendent plus apparente que réelle l'unité de droit des nations, dans l'Organisation des Nations Unies.

La conciliation du respect de la personnalité des différentes nations et de l'unité nécessaire d'organisation du monde moderne, dont toutes les parties manifestent, de l'économique au spirituel, une interdépendance croissante, doit être recherchée dans la ligne d'un fédéralisme à plusieurs étages, de structures variées qui tiennent compte des exigences tant des extrêmes diversités régionales que des tutelles coloniales subsistantes.

6. Sermon de S. Em. le cardinal Suhard à Notre-Dame

(2. 8. 47)

C'est à Notre-Dame de Paris que se réunirent une dernière fois les semainiers pour le chant du Te Deum *et pour entendre S. Em. le cardinal Suhard qui leur adressa la parole en ces termes :*

MESSIEURS,

Il était d'usage, jusqu'à présent, que le discours d'ouverture fût prononcé par l'évêque du diocèse où se tenaient vos sessions. Cette année, retenu par une mission doublement sacrée — un pèlerinage au Siège apostolique, deux nouveaux saints français, — je n'ai pu, à mon grand regret, inaugurer et orienter vos méditations.

Ce regret — je dois le dire — est sensiblement atténué par le succès que vous avez obtenu et qui confirme — si même il ne les dépasse — les résultats précédents. Mais j'ai trouvé, surtout, une consolation du plus haut prix dans les entretiens qu'il me fût donné d'avoir avec le Souverain Pontife et avec la Curie romaine.

Au cours de mes deux audiences, le Saint-Père est revenu sur ce thème des Semaines sociales en France, me disant à quel point il appréciait leur existence *comme l'un des moyens les plus efficaces de diffuser et réaliser le catholicisme social, qui reste l'une de ses préoccupations majeures.* Il m'exprima à nouveau son attachement pour les Semaines sociales, auxquelles il me précisa qu'il s'était associé, soit avant son Pontificat, soit surtout depuis, de la manière la plus effective et la plus cordiale. De cette participation, n'avez-vous pas été, chers semainiers, les témoins heureux, en recevant la Lettre magistrale, en même temps que si confiante et si affectueuse, que le Saint-Père a tenu à rédiger de sa propre main ? Précieux témoignage de la joie qu'éprouve notre Père commun à voir l'activité de nos catholiques sociaux s'appliquer aux grands problèmes d'une époque où tous les excès sont possibles, et tous à craindre ; d'une époque où le salut, non seulement de la chrétienté, mais de la société tout entière, repose sur un équilibre qui ne se trouve plénier et effectif que dans le recours aux enseignements sociaux de l'Eglise.

Il me plaît, après l'impression que j'ai recueillie sur la faveur dont jouissent les Semaines sociales au Vatican, de vous exprimer les encouragements que le Saint-Père m'a chargé de communiquer à tous ses promoteurs et participants. Je suis heureux d'être le porteur de ces bonnes nouvelles, et appelé à clôturer vos travaux, de vous dire ce que m'ont inspiré ces trois dernières journées, pour lesquelles j'ai tenu à abréger mon séjour à Rome. Je vous dirai aussi les résolutions qu'elles me suggèrent de vous proposer — par delà cette Semaine, — pour que vous les emportiez avec vous.

Le bilan du passé

Messieurs, c'est la deuxième fois que vous vous retrouvez dans cette basilique : 1928-1947 : deux dates qui font image, et qui s'opposent, comme la prospérité et la disette. Leur antithèse, même, est un signe de la vitalité des Semaines sociales et un raccourci symbolique de leur histoire. Depuis leurs premières assises, à Lyon, en 1904, elles ont connu tour à tour les facilités d'une période comblée, et les détresses d'un temps qui se cherche. Elles ont prospéré dans la paix, survécu à deux guerres et résisté à l'usure du temps et de l'habitude.

Une assemblée à Notre-Dame de Paris revêt toujours un caractère solennel. Ce soir, ce qui lui confère sa grandeur, c'est tout le passé qu'elle

entraîne avec elle. C'est vers lui tout d'abord que je veux me tourner, non point pour en retracer les étapes, mais pour exprimer publiquement notre gratitude à l'institution des Semaines sociales et à tous ceux — vivants ou disparus — qui en ont été les initiateurs et les artisans.

Des hommes. — Des idées. — Des réussites.

Pour résumer d'un mot ce bilan prestigieux, qu'il suffise de dire que nous devons aux Semaines sociales des hommes, des idées, des réussites.

Des hommes, il en fallait, certes, et de grande stature, pour opérer ce qui fut fait. Leur premier, leur plus grand mérite, c'est d'avoir commencé. Les origines appellent toujours le courage. Celle-ci demanda parfois l'héroïsme. Car le début de ce siècle fut un âge difficile : *à l'heure où l'Eglise en France, menacée, spoliée, combattue du dehors, sapée du dedans, voyait la plupart de ses membres s'abstenir et se taire, les fondateurs des Semaines sociales ont agi, ont parlé. A l'heure où nul n'osait, ils ont entrepris ; à l'heure où chacun doutait, ils ont cru ; à l'heure où des catholiques qui auraient dû constituer l'élite se retranchaient dans un isolement prudent ou un scepticisme de bon ton — quand ce n'était pas le persiflage ou l'attaque concertée, — à cette heure même, ils ont accepté de marcher à contre-courant et de se compromettre pour une cause qui valait tous les sacrifices.* Qu'il me soit ici permis, de cette chaire où l'on ne cite pas les vivants, mais où il n'est pas défendu d'évoquer les morts, de dire ce que nous devons aux âmes magnifiques d'un Marius Gonin, d'un Henri Lorin, d'un Eugène Duthoit, et, avec eux, après eux, à tous ceux qui les ont compris, aidés et suivis. L'image de ces hautes figures ne s'est pas effacée. Elle s'imprime, au contraire, plus sereine et plus stable, sur ce demi-siècle qu'elles ont marqué et façonné.

Les Semaines sociales ont été un ferment.

Cette influence, elle procède bien de leur vertu, si peu commune qu'on l'a souvent qualifiée de sainteté. Mais elle réside essentiellement *dans les idées* que les Semaines sociales, leur œuvre commune, ont rassemblées et fait prévaloir. C'est à cette contribution doctrinale qu'on se réfère, quand on considère les quarante années d'existence de cette « Université ambulante », œuvre immense, dont l'aspect visible — les rencontres annuelles et les 33 tomes des comptes rendus — constitue déjà une véritable somme. Economistes, sociologues, chefs d'entreprise, ont beaucoup puisé à ces cours scrupuleusement documentés. Mais l'influence véritable des Semaines sociales ne s'arrête pas là. Elles ont largement débordé leur auditoire et, par une action invisible, gagné de proche en proche des cercles sans cesse élargis. C'est grâce à cette pénétration diffuse que nous sommes surtout redevables aux Semaines sociales de ce qu'elles ont opéré. A la manière du ferment — obscur, imperceptible, — elles ont véhiculé, diffusé et fait admettre comme évidentes des idées jusqu'alors ignorées, ou pour le moins trop peu connues. Aussi leur devons-nous, en matière de doctrine sociale, en France, le meilleur de ce que nous pensons — la grande lignée des enseignements pontificaux ; — mais, en outre et surtout, le meilleur de ce que nous ne pensons pas ou ne pensons plus, auquel nous ne prenons plus garde, tant cela nous paraît évident : j'entends par là ces concepts collectifs, dont nous usons journellement, et qui furent naguère des idées particulières aussi nouvelles que méritoires.

Idées nouvelles ? Vous ne souscririez pas, cependant, Messieurs, à ce mot — du moins sans distinguer. Car dès les premières sessions, les initiateurs de ces bienfaisants carrefours insistaient sur le caractère objectif et « classique » de leur enseignement. « Les promoteurs des Semaines sociales, précisait Henri Lorin, en 1910, à la conférence d'ouverture de Rouen, ne sont ni des théoriciens, ni des inventeurs de systèmes, ni des lanceurs de formules, mais... simplement des disciples résolus, des fidèles qui se sont attachés à adapter aux données du jour l'immuable doctrine de l'Eglise..., dans la voie tracée par l'Encyclique *Rerum Novarum*. » Tout le programme, tout l'esprit, toute la méthode des Semaines sociales se trouvent résumés dans ces lignes.

Le programme ? Les rencontres annuelles ont chacune un thème particulier, et, pourtant, toutes ont un objet commun : c'est, comme l'a très justement analysé un philosophe qui vous a compris (1), « le lien vivant qui unit l'ordre spirituel et l'ordre temporel ». Ni théologie abstraite, ni sociologie séparée, mais recherche à la fois spéculative et pratique d'un accord organique entre les deux plans, réalisation de l'ordre chrétien.

A cette fin, il fallait *une méthode*. Vous l'avez trouvée — et perfectionnée en l'employant, — laissant aux chercheurs, en d'autres secteurs de notre activité catholique, un instrument de prix qui s'est révélé extrêmement efficace. Partir des faits avec une probité scrupuleuse, les juger au nom des principes transcendants, enfin, *provoquer* les expériences capables de faire coïncider la loi éternelle et le donné changeant — telles sont les grandes lignes de cette « induction dirigée », dont les Encycliques pontificales, documents épiscopaux et conclusions théologiques constituent la position de départ et montrent le point d'arrivée.

Il est hors de doute qu'une façon de procéder à la fois si « idéaliste » — puisqu'elle se fonde sur l'esprit, — et si réaliste — puisqu'elle adhère étroitement aux faits, — a puissamment marqué nos recherches et notre apostolat, et qu'elle a largement contribué, bien qu'indirectement, à l'essor de notre Action catholique, en la dotant, dès ses origines, d'un « équipement » éprouvé.

Enfin, cette démarche des Semaines sociales s'est faite dans un certain esprit : une obéissance filiale, déférente et prévenante aux directives du Saint-Siège et à l'esprit de l'Eglise. Il suffirait, pour s'en convaincre, de parcourir les comptes rendus des diverses sessions, mais cet amour, cette fidélité sans défaut, se font jour mieux encore dans l'atmosphère vivante de ces carrefours, où les voix, les gestes, les regards, expriment si bien la pensée.

Tant d'efforts, tant de talents ne pouvaient rester lettre morte. *Les « Semaines » ont porté fruit*. De ces contacts interprovinciaux et internationaux, de ces rencontres de prêtres, de militants, de fidèles, devaient naître des amitiés, des équipes, des expériences. De ces essais, de ces *réussites*, certains sont aisément mesurable : qu'il suffise de rappeler la solution qu'apportèrent au problème du salaire familial des industriels disciples des

(1) M. VIALATOUX : introduction à *Rénovation française*, d'Eug. Duthoit, p. 10.

Semaines sociales, en fondant les premières Caisses de compensation et en les accréditant chez tous les catholiques — et chez tous les Français, — jusqu'au jour où elles devinrent une institution légale. On pourrait citer ici bien d'autres exemples. Mais mieux vaut, au terme de cette rapide analyse, mettre en lumière l'apport essentiel des Semaines sociales à la cause catholique, en France. Elles ont donné des hommes, des idées, des solutions effectives. Cet ensemble a créé un climat. On le respirait, à l'origine, comme un parfum de primitive Eglise. Puis, le cénacle s'agrandit, et la Semaine servit de ralliement à tous ceux qui n'attendaient, pour sortir de leur timidité solitaire, que ce signal et cette impulsion. Un grand courant venait de naître de ces volontés rassemblées : le catholicisme social devenait une réalité.

Il n'y a qu'un catholicisme : il est social ou il n'est pas

Le « catholicisme social » ! C'est à dessein que j'emploie ce terme, à la fois si juste et si faux. Il n'y a pas de « catholicisme social », si on entend par là une face du christianisme dont l'autre ne serait pas tournée vers l'amour du prochain. Il n'y a qu'un catholicisme : il est social, ou il n'est pas. Mais, hélas ! il y a des baptisés qui ne sont pas « sociaux », et qui — de ce fait — ne sont que des catholiques de nom. C'est pour eux, à cause d'eux, qu'il est nécessaire d'accepter le pléonasme et d'accoler au vocable altruiste par excellence une épithète qui ne saurait que l'affaiblir.

Mais peu importent les mots : ce qui compte, en définitive, c'est qu'il y a maintenant, en France, des catholiques nombreux, préparés, ouverts au bien commun, passionnément dévoués à l'Eglise, et en qui les Semaines sociales peuvent voir légitimement leur postérité. Sans doute, tout n'est pas d'elles, en ces promotions nouvelles et ces labeurs concertés, mais elles en ont leur grande part, et ce sera leur honneur d'avoir suscité, pour Dieu et pour le pays, de tels dévouements et de tels fils.

Le sujet de 1947 :

Le catholicisme face aux grands courants contemporains

Ce n'est pas par hasard, Messieurs, ni pour la symétrie d'un raisonnement, que vous avez pris cette année pour thème : « Le catholicisme social face aux grands courants contemporains. » Tout ce qui précède montre, au contraire, l'intention qui a présidé au choix de ce sujet. Il n'entre point dans mon dessein, ce soir, de reprendre — fût-ce pour les nommer, — ces systèmes majeurs avec lesquels, bon gré, mal gré, doivent compter les chrétiens d'aujourd'hui. Une évidence, simplement, s'impose : ces systèmes ont un trait commun. Ils ne sont plus seulement des idéologies, mais des courants, des lignes de force. Ils ne se présentent plus comme une option facultative et toute cérébrale : ils s'offrent à l'adhésion de la vie, quand ils ne s'imposent pas à elle. Chacun d'eux constitue un « tout » suffisant et nécessaire, comme une sphère qui se veut achevée. C'est en cela qu'ils sont, à leur insu ou non, totalitaires. Ils n'admettent ni alternative, ni délai, ni réserves. Ils promettent tout à tous, mais exigent tout de chacun.

A cet ultimatum, quelle sera la réponse de l'homme, la réponse du chrétien ? L'un et l'autre, s'ils sont isolés, céderont à la force ou s'éblouiront au mirage. Dans les deux cas, défaite humaine. Suffira-t-il — et serait-il juste — de les en blâmer ? Et la faute n'en reviendrait-elle pas, au contraire, à la doctrine ou aux chefs qui n'auraient su ni les armer ni les satisfaire ?

Cela, vous l'avez compris. Vous avez senti qu'à un *tout* on ne riposte pas par une fraction ; qu'à un fait on n'oppose pas une idée abstraite ; qu'à une communauté on ne compare pas un individu. Vous avez saisi que le christianisme n'est pas une spéculation désincarnée ni un assemblage d'aspects composites, mais une unité vivante et vitale, une réalité ; la seule réalité pleinement humaine, parce qu'elle est authentiquement divine. Alors, au lieu de vous attacher, cette année, à tel ou tel élément de notre foi — quelle qu'eût été, par ailleurs, l'incontestable utilité d'une telle enquête — vous êtes allés à l'essentiel — qui est aussi le plus actuel. Sans reculer devant la difficulté d'une si vaste fresque — ni devant les périls d'apparentes redites, — vous avez pris, de front, le problème dans son ampleur. Et, face aux centres d'attraction contemporains, vous avez considéré comme le premier devoir, le plus authentique courage et la plus intelligente efficacité, de dresser, hardiment, calmement, totalement, la doctrine sociale catholique, sur cette terre qu'elle a conquise la première pour une confrontation sans faiblesse et un pressant appel aux hommes de bonne volonté.

« Le complexe de supériorité » de certains catholiques.

Tâche deux fois bienfaisante !

Aux catholiques, cette présentation parallèle est un rappel — et peut-être une découverte. *A certains, trop nombreux, qui n'ont su se dégager d'un « complexe de supériorité factice », elle montre l'erreur coupable et les dangers certains d'une suffisance sans excuse, qui les carre dans les privilèges de leur Baptême pour les dispenser d'agir et de chercher*. Elle leur montre que, s'ils ne veulent être dépassés par d'autres, *il leur faut sortir du sommeil et se mettre à l'ouvrage, sans délai sans repos*. Car c'est peu d'avoir la vérité, si ce n'est pour la vivre et pour la répandre. Il est vain — et il est mal — d'avoir la foi sans les œuvres. A d'autres, au contraire, que séduiraient les appâts trompeurs des nouveaux « Evangiles », cette confrontation rend courage et raison. Ils doutaient, parce qu'ils n'avaient pas « vu ». Ils n'avaient jamais perçu l'unité et la splendeur de l'édifice chrétien. On la leur montre. Ils découvrent, ils admirent, ils se donnent. La cause est entendue : le Christ et son Eglise n'auront pas de plus chauds militants.

Qu'a-t-il fallu pour cela ? Ni propagande ni discours. Simplement, une vision d'ensemble, d'où l'harmonie rayonne, et l'ordre, qui met chaque valeur à sa place. Dès lors, le danger n'est plus de confondre l'Evangile avec ses imitations, encore moins de préférer au modèle la copie appauvrie.

Les bienfaits de la doctrine sociale catholique.

Mais, du même coup, on échappe au péril inverse de tout nier, de tout pourfendre, dans ce qui n'est

pas de chez nous. Excellente pour éviter de confondre, cette « méthode comparative » — irénique et ferme à la fois — ne l'est pas moins pour empêcher de séparer et d'exclure sans raison. Le Verbe de Dieu est partout répandu. Il explique par voie négative l'erreur elle-même qui, sans cette « âme de vérité », ne recruterait pas ses adeptes. Cette pensée, votre premier président, Henri Lorin, l'exprimait magnifiquement à cette même Semaine de Rouen. « Sur le terrain des réformes sociales, écrivait-il, les catholiques sont sur un terrain qui leur est propre par priorité d'occupation et continuité d'action, autant qu'en raison de leur doctrine, qui est la source, et la seule source logique de la notion du lien fraternel entre les hommes ; l'unique ferment efficace de son développement. Mais, de fait, ils ne sont pas seuls sur ce terrain ; d'autres y sont venus, soit par l'effet d'une poussée confuse des sentiments dont l'Eglise a apporté le germe en ce monde, soit sous le coup de dures réalités qui ont réveillé dans les esprits des survivances fragmentaires et inconscientes de la foi ancestrale. » (2)

Comment ne pas souscrire à un rappel si opportun ? N'est-ce pas un gain — et un réconfort — pour les catholiques que cet « hommage partiel rendu, sous la pression des faits, à la doctrine de l'Eglise », et ce « concours effectif ainsi apporté à une réalisation plus complète de la justice telle qu'elle découle de son enseignement » ? (3) Au reste, cette constatation de la part active prise par des doctrines et des disciples étrangers à notre foi à l'instauration d'un ordre social plus humain ne sera pas, pour les catholiques, uniquement honorifique. Plus souvent, elle constituera le meilleur des avertissements et le plus salutaire des examens de conscience... « Seigneur, avons-nous vraiment eu faim et soif de justice » comme ceux-ci ?

Utile aux catholiques, la présentation du « catholicisme social » ne le sera pas moins aux *incroyants*, indifférents ou concurrents. Plus que d'autres, ils ignorent le « vrai visage du catholicisme ». Parce qu'ils n'en voient qu'une face ou qu'un détail, ils n'en conservent qu'une image indigente ou déformée. Faut-il alors s'étonner qu'ils la méprisent ou la combattent ? Informés, au contraire, ils s'étonnent, s'intéressent, s'enthousiasment. L'heure de la grâce est souvent très proche de cette découverte d'un nouveau monde, — ou de cette nostalgie. Pour beaucoup, le pas décisif vers le Père a daté du jour où, comparant leurs programmes au *Credo* qui ne passe pas, ils les ont sentis si privants et si dépassés, si factices et si « imités » qu'ils ont quitté soudain leurs chefs et leurs systèmes pour trouver dans l'Eglise la Justice et l'Amour.

Tel est le terme. Tous n'y parviendront pas. Mais c'est déjà beaucoup de le faire désirer. C'est beaucoup de montrer à ceux que subjuguent les idéologies dévorantes de ce temps, qu'elles sont peut-être un « tout », une « vie », une « synthèse », mais en cycle fermé. A ceux que hante l'idée du progrès, le catholicisme social montrera que les grands systèmes contemporains sont incapables de le promouvoir : comme la philosophie antique, ils sont clos et « finis ». Leur sphère, comme celle des anciens, est trop petite pour tout inclure ; trop petite pour ce qu'elle laisse au dehors : ce monde, trop vaste pour la science ; trop petite pour ce qu'elle croit renfermer : la personne, qu'elle ne fait qu'étouffer et qui finira toujours par y trouver une issue pour ses échappées fusantes sur l'infini.

Magnifique apologétique, que cette présentation parallèle ! Sans faire appel à d'autres arguments qu'à l'insuffisance, à l'étroitesse des systèmes clos — et au dégoût qu'ils engendrent tôt ou tard, — la doctrine catholique s'offre aux hommes de bonne volonté. A ceux qu'elle a aidés à découvrir qu'il est douloureux, qu'il est impossible d'être homme, quand on ne veut être que cela, elle montre la réussite et la joie des dépassements qu'elle propose. Elle prouve qu'il n'est pas d'ordre en ce monde sans son Créateur ; pas de justice, sans son Juge ; pas de frères, sans un Père commun ; pas de progrès sans l'Absolu, sans l'Infini. Quand cette démonstration, si simple, pourra s'appuyer davantage encore sur des faits positifs et sur des expériences objectives, il ne sera plus nécessaire de persuader : les hommes, abandonnant d'impossibles chantiers, prendront le chemin de l'Eglise et reviendront à Dieu en retrouvant leur Mère pour ne plus la quitter.

Perspectives d'avenir

Vous le voyez, Messieurs, la tâche à laquelle vous êtes appelés ne connaît pas de limites. Etes-vous dans cette ligne ? Sans aucun doute. Mais, ce soir, il convient d'examiner s'il n'est pas possible d'améliorer encore votre activité au service de Dieu et de l'Eglise. Aussi, voudrais-je, avant que vous ne vous sépariez, examiner avec vous l'avenir et jalonner la route que les Semaines sociales semblent appelées à suivre.

Une certitude s'impose d'abord : *la première condition du succès, c'est de continuer l'œuvre entreprise.* Les Semaines ont été et doivent demeurer, sous peine de s'aliéner et de déchoir, *un centre de pensée sociale.* Et cela, à deux degrés. Le plus humble — bien que le plus visible — a pour fonction de répandre une doctrine à la portée, sinon de la masse des chrétiens, du moins d'un grand nombre de non-initiés. Cette vulgarisation n'est nullement méprisable. C'est une œuvre délicate, qui requiert prudence et lucidité, docilité filiale aux directives du Saint-Siège, en même temps que sens averti des réalités. C'est ainsi que, depuis cinquante ans, la doctrine sociale a progressé, par le seul jeu de cette action conjuguée du magistère de l'Eglise et de groupements catholiques sans mandat officiel, tel que le vôtre. Le magistère exprime sa pensée et ses directives dans des documents, comme les Encycliques, les messages pontificaux, les lettres pastorales. Les sociologues explicitent cette doctrine et en tentent l'application aux circonstances concrètes du pays et du moment. Ce faisant, ils agissent en tant que fils de l'Eglise, et l'engagent dans la mesure où ils traduisent fidèlement sa pensée.

Mais cet ajustement — bien qu'il soit déjà un travail de première main — ne suffit pas à tout. Les professeurs ne sont pas de simples commentateurs. Leur tâche essentielle — celle du second degré — consiste à préparer le développement futur de la doctrine, en s'ouvrant aux courants nouveaux et aux essais qui s'amorcent, constamment, sur le plan doctrinal et pratique. Il leur faudra donc analyser les complexes économiques

(2) Henri Lorin, Sem. soc. Rouen 1910, discours d'ouverture.
(3) *Ibid.*

dont l'Eglise n'a pu encore faire l'étude, dégager les tendances des divers milieux sociaux, peser la valeur humaine des évolutions prévisibles et éclairer loyalement et filialement, la hiérarchie, afin qu'elle puisse, en connaissance de cause, diriger l'humanité vers son bien. Par là, ils sont des précurseurs. Mais, par là également, il agissent sous leur seule responsabilité, sans, pour autant, perdre contact, à titre privé, avec la hiérarchie ou avec des théologiens avertis.

Une pensée en marche.

Sous cet angle, les Semaines sociales méritent bien, à un deuxième titre, leur vocable « d'Université ambulante » : elles sont une *pensée en marche.* Il leur appartient donc, avec les précautions nécessaires, de mettre au premier plan de leur programme l'étude de ces réformes de structure, dont je vous disais naguère que « l'Eglise n'en redoute ni le mot ni la chose » (4). — et que les cardinaux et archevêques de France, à leur assemblée de février 1945, qualifiaient de « nécessaires » et se disaient « prêts à accueillir ».

Mais ici, Messieurs, une grande loyauté s'impose (et une interrogation que je n'hésite pas à vous faire partager. Suffit-il de s'en tenir au plan de l'étude ? Ces recherches spéculatives se révèlent-elles efficaces ?

Oui, sans doute, par toutes les initiatives et tous les dévouements qu'elles inspirent et qui débordent largement les sphères d'influence mesurables. Mais cette diffusion, certaine, peut-elle nous satisfaire ? Osons reconnaître que non. Valable en des temps moins troublés, cette avance n'est plus au rythme de notre évolution dévorante. Nous sommes au cœur de l'action, au feu de la bataille. L'heure est venue, où il n'y a plus une minute à perdre, plus une force à ménager. Il ne s'agit plus d'obtenir des avantages, mais de combattre pour l'existence. Face aux mystiques massives qui s'apprêtent à posséder la terre, les raisonnements purs n'ont plus cours. Non point que les idées aient fini de mener le monde : elles en décident plus que jamais. Elles en décident tellement que, sans elles, les plus ferventes tentatives, les plus généreuses conquêtes s'essouffleraient ou perdraient tout contour. Et, de ce seul point de vue, nous ne devons ni méconnaître ni minimiser le danger où succombent trop de jeunes ardeurs. A vouloir aboutir trop vite ou trop largement pénétrer, ils s'épuisent et ils déçoivent ceux-mêmes qu'ils ont d'abord conquis. Ils n'ont bientôt plus de principes pour les convaincre, plus d'aliments pour les nourrir, point de base pour un édifice.

En insistant sur ce péril et en nous tournant vers vous, chers jeunes qui nous écoutez, nous n'avons pas pour but, vous le savez, d'entraver votre élan ou de blâmer vos espoirs. Au contraire : c'est parce que nous comptons sur vous que nous vous disons, nettement, loyalement : « Etudiez, travaillez, méditez. » Ne laissez pas à d'autres l'amour de la vérité pour elle-même et la poursuite désintéressée du réel. Pensez, avant de vous exprimer ; comprenez, avant d'expliquer ; cherchez, avant d'entreprendre. Ne vous y trompez pas : sans cet effort patient, souvent ingrat, toujours méritoire, aucun fruit durable ne peut être obtenu. L'application vaut ce que vaut la doctrine, le terme ce que promettait l'origine. La conclusion suit les prémisses. Chers jeunes, ne vous croyez jamais dispensés, fût-ce par vos sacrifices, de ce labeur sérieux, de cette science attentive dont l'approfondissement sera l'un de vos premiers mérites : que l'action ne vous fasse jamais renoncer aux idées !

Des idées-forces.

Mais ces idées, à leur tour — et en cela vous avez raison — ne doivent pas rester coupées du concret. *Elles doivent cesser d'être des idées pures pour devenir des idées-forces.* Aux faits, il faut répondre par des faits ; aux courants, par un courant plus fort. A l'invasion qui a fait brèche et qui déferle, on ne résiste pas par des stratégies théoriques : on mobilise, on équipe, on rassemble, et, d'un seul coup, on engage dans la lutte ardente la masse totale qui stoppe la progression adverse et brise l'encerclement, en attendant de prendre l'offensive à son tour.

Messieurs, je ne vous adresserais pas cet appel, si le combat qui s'annonce n'en justifiait l'urgence, et si je ne savais déjà, par tout votre passé, que vous êtes prêts à l'entendre et à le suivre. N'est-ce pas l'un de vos fondateurs — Marius Gonin, — qui résumait votre programme en deux mots lapidaires : « la science pour l'action » ? Une grande mission vous a été confiée : faire votre place, dans les idées et parmi les chrétiens. Cette mission, vous l'avez remplie. Une autre tâche, maintenant, s'offre à vous, qui eût été impossible sans la première, mais sans laquelle celle-ci ne serait pas complète : c'est de faire nombre et d'entraîner ! La vie même de notre christianisme est à ce prix. Il subit, lui aussi, la dure loi de ce siècle de fer : ou pénétrer ou disparaître.

Ou pénétrer, ou disparaître.

Sans doute, vous ne porterez pas seuls le poids de ce *ralliement,* — qui doit être le souci de tous nos mouvements. Mais il vous revient, en raison de votre acquit et de la doctrine sociale dont vous êtes les dépositaires, de susciter par tous les moyens la constitution, en France, *d'un corps de doctrine et de réalisations sociales capable de s'imposer,* par son unité, son volume et son dynamisme, à l'attention et au respect du pays tout entier. Quand on songe au nombre des catholiques dans notre patrie, aux places qu'ils occupent dans l'économie, le pouvoir ou la pensée, quand on songe à la ferveur de leur foi et à la générosité de leur engagement, on reste confondu devant la disproportion journalière qui se manifeste entre ce qu'ils font et ce qu'ils pourraient faire. Pour utiliser la force énorme qu'ils représentent, point n'est besoin de transformations radicales : il suffit de coordonner, surtout par la tête, pour provoquer une action dirigée dont la réussite dépasserait l'espérance.

Aux Semaines sociales reviendrait une part capitale de ce regroupement. Sans rien abandonner de ce qui a fait leur force et de ce qui reste leur apanage, elles trouveraient, dans cette orientation commandée par les temps actuels, un épanouissement sans mesure.

Le premier vœu, qui pourrait être émis, en ce sens, serait de *les voir s'élargir encore.* Conscientes du rôle capital qui leur incombe, qu'elles n'hésitent pas à s'ouvrir à tous ceux — penseurs, meneurs d'hommes, apôtres — que hantent les mêmes problèmes et qu'attirent les mêmes convictions ! Parmi

---

(4) Lettre pastorale. Carême 1945, sur « la Propriété ».

eux, qu'une place de choix soit réservée aux habitués de la « chose publique » ou aux spécialistes des questions sociales. A côté des théoriciens, indispensables pour empêcher la pensée de s'infléchir, les techniciens s'imposent. Sans doute est-il déjà nécessaire de multiplier leur nombre et de leur donner la place qui leur revient.

Conseillers avant l'action, juges après elle, d'une entreprise, ils seront surtout, et le plus souvent, les seuls réalisateurs efficaces. Disciples, pour la doctrine, ils deviendront chefs, pour la riposte, et maîtres, pour la construction. Où nos principes ne passeraient pas, leur compétence et leur prestige assureront le succès. Le bienfait de ces réussistes, en rejaillissant sur la Semaine, décuplera son influence et donnera à ses enseignements les plus hauts une portée et un rayonnement auxquels elle n'eût osé prétendre. Vous ne regretterez jamais, Messieurs, croyez-le, d'avoir ouvert vos salles et vos chaires à cette phalange de sociologues, d'industriels, d'hommes d'action, qui seront, aux yeux d'une génération positive, les vrais ambassadeurs de la science sociale catholique. Nous souhaitons ardemment qu'ils se mettent, sans retard et sans timidité, à l'ouvrage ; qu'ils se préoccupent moins de solutions générales, toujours incomplètes ou illusoires, que de réalisations limitées, mais heureuses. Qu'ils ne tiennent leurs essais concrets pour des réussites que s'ils réunissent deux caractères, en apparence contradictoires : hardiesse de la conception — pour n'être pas inférieurs aux possibilités illimitées de l'Evangile et à l'ampleur du monde qui se fait, — prudence de l'exécution, seule condition de la durée et de la valeur d'exemple de l'entreprise.

Pour réussir cette orientation vers le concret, ces passages multiples et accélérés, de la théorie à la pratique, les Semaines sociales auraient grand intérêt, semble-t-il, à prolonger le bienfait de leurs confrontations d'idées et de personnes, EN SE SURVIVANT DANS LE TEMPS. Semaine, en juillet, elles *continueraient, le reste de l'année,* un point central de recherches positives, de critique scientifique et d'information savante en matière sociale. Ce prolongement permanent, dont le besoin se fait si universellement sentir actuellement, rendrait à la France catholique un inappréciable service.

Coordination.

En même temps — et parce que, d'un effort parallèle, elle se serait ouverte à des hommes nouveaux, en plus grand nombre, — dirigeants et dirigeantes d'Action catholique, adultes ou jeunes, centres et Associations de penseurs chrétiens, etc., — la Semaine remplirait cette autre fonction de *coordination et d'unification spontanée des forces sociales catholiques* dont a carence ou la timidité, jusqu'à présent, justifiaient tout à l'heure, le cri d'alarme que je me devais, devant Dieu, de vous lancer.

Conclusion : avec Dieu

Devant Dieu, dis-je... Et avec lui, en lui, par lui ! Car, Messieurs, ne nous y trompons pas, les lignes maîtresses d'un programme peuvent bien, entre les hommes, être définies, acceptées, adoptées : rien n'est fait, rien n'est durable, sans la Bénédiction, sans la motion, invisible ou manifestée, de l'Esprit-Saint, au cœur de nos propos et de nos actes. Plus le chantier est immense, plus sûre est notre infirmité. Mieux que d'autres, Messieurs, parce que plus familiers du chiffre, du graphique, de la statistique, vous savez vous garder de l'illusion. Dans vos projets, dans vos devis, vous faites rentrer le poids, la mesure, les coefficients, les lois démographiques ou sociologiques, les calculs, en un mot, qui rendent l'œuvre possible et qui la font. Comment oublierez-vous, sous peine de ne plus être des réalistes, sous peine de ne plus être ni logiques, ni scientifiques, ni rationnels, cet élément impondérable, certes, mais qui pèse et qui jauge tous les autres ; invisible, peut-être, mais qui les explique et qui les contient tous, — cet élément d'où tout commence ; cet « Etre » en qui nous nous mouvons et nous sommes », cette vérité qui nous comble et cet amour qui nous rassasie ? Comment oublierez-vous Dieu ? Comptez sans lui : tout s'écroule. Pensez, commencez, tentez avec lui : tout s'élève, tout se fait, tout survit. Ne fermez pas les yeux à cette expérience certaine, à ces prodigieuses perspectives ! Ouvrez-les, au contraire, ainsi que votre cœur. Et, fiers de votre foi, sûrs, résolument sûrs, de bien servir le Christ, de l'avoir avec vous, donnez-vous sans compter, au labeur entrepris dans l'amour mutuel de cette Semaine qui finit. Que votre œuvre ressemble à celle dont vous portez le nom ! Semaine ! qu'elle imite les sept jours ineffables où Dieu fit, par amour, surgir l'être et le bien ! Qu'elle soit un reflet de la création ! Afin qu'un soir, aussi, après l'œuvre accomplie, vous goûtiez le bonheur d'avoir refait un monde et la joie sans retour de l'éternel repos. *Amen.*

7. En marge de la Semaine sociale

Dans la soirée du vendredi 1er août, la Maison de la Bonne Presse offrait une réception, au Palais d'Orsay, en l'honneur de S. Em. le cardinal Suhard. Parmi les centaines d'invités et les nombreuses personnalités qui s'y pressaient, de nombreux semainiers avaient répondu à l'invitation qui leur avait été faite. Le R. P. Merklen, rédacteur en chef de la Croix, *prononça au cours de la réception les paroles suivantes :*

EMINENCE,

Mon premier devoir est de remercier Votre Eminence qui, au lendemain de son retour de Rome, malgré les fatigues du voyage et les lourdes responsabilités de sa charge pastorale, daigne nous faire ce soir le très grand honneur et la profonde joie de sa présence.

Cet honneur est vivement ressenti par la direction de la Bonne Presse et les rédacteurs de *la Croix,* cette joie universellement partagée par la présidence de la Commission et les professeurs et assistants de la Semaine sociale de France.

Par sa bonté, sa patience inaltérable, son zèle apostolique, sa compréhension du temps présent, son intelligence des besoins intellectuels, moraux et religieux du Français contemporain, Votre Eminence est, à la tête de la grande Eglise de Paris, le chef lucide, le pasteur providentiel qui rend un témoignage parfait à Notre-Seigneur Jésus-Christ et à son Evangile.

Désireux d'exprimer notre sympathie dévouée nos amis des Semaines sociales, nous n'avons s pensé pouvoir mieux entrer dans leurs vues e de leur procurer, avec votre présence, l'occa-n d'assurer Votre Eminence de leur admiration spectueuse, leur fidélité émue, leur attachement ral et reconnaissant.

Tous ils connaissent et tous ils ont médité avec iit votre magnifique lettre pastorale du dernier rême.

Document tout de franchise et de netteté doctri-le, qui marquera l'histoire religieuse de notre ys. Les adversaires eux-mêmes de notre foi y ont connu un acte décisif et leur polémique habituelle l'égard de la religion chrétienne en a été oubliée.

Une civilisation, en effet, est finie ; une ère uvelle s'annonce. Le retour aux formes du passé t une chimère. Le malaise présent n'est ni une aladie ni une décadence, mais une crise de oissance.

Le monde aspire vers l'unité ; il est actuelle-ent en pleine transformation ; cette crise que us traversons est provisoire. Un humanisme ondial se prépare.

En face de cette situation, quelle sera l'attitude l'Eglise ? Adaptation ou maintien ? L'un et utre. Précisons : rupture avec l'esprit moderne insertion du contenu intégral de la foi dans la vilisation contemporaine ? La réponse pour qui ne oute pas des promesses divines est évidente.

Bien loin de conclure au déclin de l'Eglise, que doutent certains de ses fils, trop attachés au ssé, et qu'annoncent présomptueusement tels ou ls de ses ennemis, Votre Eminence nous montre e tout fait présager son essor ; mais elle nous indique à la fois la raison d'être et les con-tions.

Si les modernistes ne veulent connaître de Eglise que la face humaine ; si, à l'opposé, les tégristes, en la mutilant, la ramènent exclusi-ement à son aspect divin, immuable et intem-orel ; si, pressés d'aboutir à une solution, des ologistes superficiels se contentent d'élaborer itre la science et la foi, le monde moderne et le aristianisme des compromis passagers, Votre minence propose aux vrais fils de l'Eglise une aste synthèse qui unit à une doctrine pleinement atholique une action humainement efficace ; elle s invite à s'engager dans l'apostolat, en raison e la primauté du spirituel, mais également dans action temporelle, puisque le catholicisme doit insérer dans le temporel, à l'image du Verbe ıcarné, afin d'étendre à tout le créé le bienfait e la rédemption.

Combien sont pressantes à l'heure actuelle ces ensées ! Combien doivent être féconds dans le roche avenir ces enseignements !

Le magistère de l'Eglise est, en effet, un magis-ère vivant. Il ne se contente pas de répéter les nseignements traditionnels afin de les défendre ontre les attaques ou les déformations des nova-eurs. Il tire de son trésor des affirmations nou-elles, simple développement d'ailleurs des vérités nciennes : car il s'agit pour lui de répondre, avec assistance du Saint-Esprit, aux besoins nouveaux ue crée chez les individus et dans les sociétés évolution des événements.

A votre école, Eminence, nous comprenons tous combien l'Eglise catholique reste jeune à travers les siècles.

Pendant ce temps, le monde profane vieillit.

L'intellectuel contemporain, désillusionné par tous les systèmes philosophiques, moraux, sociologiques, politiques qui se succèdent depuis trois siècles, n'a plus en face de lui que le vide : un vide total.

Seule reste debout l'Eglise catholique pour l'éclairer et le relever.

Il y a cinquante ans, nous rencontrions encore en France un peu partout, dans les classes libérales et spécialement dans l'Université, des sectaires convaincus : le matérialisme, le positivisme, le scientisme, le phénoménisme, le socialisme, sous leurs différentes formes, satisfaisaient leur esprit et régissaient leur vie. Aujourd'hui, à quelle doctrine peuvent s'accrocher les intellectuels non croyants ? Aussi voyons-nous le culte de la science pure, de la philosophie pour la philosophie disparaître, les vocations de penseurs diminuer, l'ensemble des maîtres tomber vis-à-vis des doctrines dans l'indifférence, le recrutement des professeurs devenir difficile, l'idéal de la plupart d'entre eux se limiter au gain de la subsistance quotidienne.

Cette déchéance, cette démission de la pensée seraient terribles si venait à disparaître dans notre pays le catholicisme.

Grâce à nos professeurs catholiques d'Universités libres ou d'Universités de l'Etat, nos maîtres des Semaines sociales, des collèges secondaires et des écoles libres de France, pareil péril n'est pas à redouter.

Bien au contraire, dans l'ordre de l'action comme celui de la pensée, nous voyons partout des élites catholiques se former, se grouper, étendre leurs activités.

Le mot prononcé par Curtius, il y a vingt-cinq ans, se réalise de plus en plus : « En France, les masses se déchristianisent ; mais, ne vous y trompez pas, l'avenir en France est au catholicisme ; car il s'y lève tous les jours et dans tous les milieux, comme nulle part ailleurs, de merveilleuses élites chrétiennes. »

Mieux que jamais, grâce à Votre Eminence, le propos du publiciste protestant allemand devient une prophétie.

Pour la gloire de notre pays, pour le bien de la Sainte Eglise, souhaitons, avec le concours de nos professeurs, de nos hommes politiques, de nos militants d'Action catholique, de nos chrétiens de toutes nuances et de toutes classes sociales fidèles aux directions pontificales, que les perspectives optimistes que nous a ouvertes Votre Eminence soient de mieux en mieux comprises et préparent pour les cinquante ans qui viennent une ère glorieuse de chrétienté.

— *Vous connaître, vous conquérir, vous donner*, par l'abbé R. Riche. — Un vol. 12 × 18,5 cm., 256 pages, 110 francs, Editions Spes, 79, rue de Gentilly, Paris, XIIIe.

Voici un recueil de 66 entretiens à lire, un par jour. Il a été composé pour les milieux populaires, pour aider à leur formation morale et spirituelle. Cinq chapitres sur la destinée de l'homme, sur la connaissance de ce qu'il est, de ce qu'il doit, de ce qu'il peut, sur la conquête qu'il doit remporter sur soi et sur ses ennemis (Satan, le monde corrompu, les passions), sur les motifs et les moyens de se donner à Dieu et aux âmes, sur le gouvernement de soi. Lecture recommandée aux éducateurs et aux adolescents.

ÉVÉNEMENTS ET INFORMATIONS

JUILLET 1947

MERCREDI 3. — ETRANGER. — Mort à *Washington* de Mgr Henri Althoff, évêque de Belleville. Né à Aviston en 1873, prêtre le 26 juillet 1902, il avait été nommé évêque de Belleville le 4 décembre 1913 et avait reçu la consécration épiscopale le 24 février 1914. Il était assistant au Trône pontifical.

— A *Bogota*, mort de Mgr Santos Ballesteros, des Récollets de Saint-Augustin, évêque titulaire de Cafarnas. Né à Bernedo, diocèse de Vittoria (*Espagne*), le 1er novembre 1869, élu évêque titulaire de Cafarnas, le 22 avril 1920, il reçut la consécration épiscopale le 15 mai 1921. Pendant plus de quarante années, il exerça ses fonctions apostoliques dans la mission catholique de Colombie.

— Désigné comme président du Conseil d'*Indonésie*, en remplacement de M. Charlier, M. Charigouddin forme son Cabinet.

— Un nouveau gouvernement polonais en exil est constitué à *Londres*, sous la présidence du général Bor-Komorowski, M. Tarnowski devenant ministre des Affaires étrangères.

VENDREDI 4. — Pour la troisième fois depuis la mise en place des institutions de la IVe République, l'Assemblée nationale est appelée à se prononcer sur la question de confiance posée par le gouvernement Ramadier. L'ordre du jour est finalement adopté par 331 voix contre 247. Mais le président du Conseil subit maintenant les assauts de ses pairs, les socialistes, dont le Conseil discutera de la situation samedi et dimanche.

— Le Saint-Père a nommé prélat de sa Maison, sur la demande de S. Exc. Mgr Théas, M. le chanoine Sahuc, archiprêtre de Tarbes.

— M. Herriot rentre à Paris après avoir été pendant trois jours l'hôte, à Londres, de la Chambre des Communes.

ETRANGER. — Les *Etats-Unis* fêtent l'*Independence Day*, c'est-à-dire le 171e anniversaire de la déclaration par laquelle, le 4 juillet 1776, les treize colonies américaines se séparaient de la couronne britannique.

— Un mémorandum relatif aux œuvres françaises en Terre Sainte a été remis à la Commission d'enquête de l'O. N. U. par le consul général de France à *Jérusalem*.

— A la *Cité du Vatican*, le Pape reçoit M. l'abbé Martimort, bibliothécaire de l'Institut catholique de Toulouse, en audience spéciale, et évoque à cette occasion l'énergie et la volonté de S. Em. le cardinal Saliège.

SAMEDI 5. — L'Assemblée générale des Lazaristes, ouverte à Paris depuis le 2 juillet, élit comme Supérieur général de la Congrégation le R. P. William Slattery. Né à Baltimore (E.-U.) le 7 mai 1895, admis dans la Congrégation de la Mission, en 1913, à Princeton, ordonné prêtre à Philadelphie le 8 juin 1919, il fit deux ans d'études à Rome, à l'Université dominicaine, exerça diverses charges à Germantown et, en 1932, fut nommé visiteur de la province des Etats-Unis orientaux. Il était, à Paris, depuis 1946, consulteur assistant du Vicaire général, M. Robert. Il est en même temps Supérieur général des Filles de la Charité.

ETRANGER. — Le 4 et le 5 juillet s'est réunie à *Gstaad*, dans l'Oberland bernois (Suisse), une Conférence parlementaire européenne pour préparer l'organisation d'un « Parlement préliminaire européen », prévu pour le 8 septembre prochain à Gstaad également.

DIMANCHE 6. — A Nantes se clôture le XIIIe Congrès eucharistique national, après une procession triomphale et un discours du cardinal-légat qui exprime la nécessité pour les jeunes de ressentir [le] besoin de Dieu, et la force de l'Hostie nécessai[re] aux jeunes autant qu'aux pères et mères. Il décla[re] également, après un hommage au Saint-Père, q[ue] la France garde son âme.

ETRANGER. — En la basilique Saint-Pierre [de] *Rome* sont canonisés deux Français : sainte Jeann[e-]Elisabeth Bichier des Ages, fondatrice de la Co[n]grégation des Filles de la Croix, et saint Mich[el] Garicoïts, fondateur de la Congrégation des Prêtr[es] du Sacré-Cœur-de-Jésus de Bétharram.

— Dans un « message au monde » envoyé [de] *Buenos-Aires*, le président Peron annonce que l'A[r]gentine met à la disposition des pays nécessite[ux] toutes ses ressources, en se défendant de la moind[re] intervention dans les affaires intérieures de [ces] nations.

— En *Espagne*, le peuple se prononce pour la [loi] de succession présentée le 31 mars dernier par [le] général Franco et votée par les Cortès, le 7 ju[in] par une forte majorité (70 pour 100 de « oui »).

— En *Suisse*, le peuple se prononce par ré[fé]rendum sur l'assurance-vieillesse et sur l'adjon[c]tion à la Constitution d'articles économiques imp[or]tants.

LUNDI 7. — Le général de Larminat, relevé [de] ses fonctions, est de retour à Paris.

ETRANGER. — En *Syrie*, les élections législati[ves] se déroulent pour le renouvellement du Parleme[nt].

— Mort de Mgr Antoine Karosas, év. de *Vilk[a]viski* (Lithuanie). Né à Oniskis le 7 févr. 18[..] prêtre le 6 juill. 1883, il fut élu év. tit. de *Dory*[..] en nov. 1906 et transféré en 1910 à Sejna ; [il] avait été nommé à l'évêché résidentiel de Vilk[a]viski le 5 avril 1926. Il était assistant au trô[ne] pontifical.

MARDI 8. — Arrivée à Orly du pèlerinage a[mé]ricain qui doit se rendre à Lourdes.

ETRANGER. — Par décret de la S. Congrégat[ion] de la Propagande :

1. Le R. P. Nicolas Hettinga, de la Société [des] Missions-Etrangères de Mill-Hill, est nommé [év.] résidentiel de *Rawalpindi* (*Inde*). Né à Sne[ek] archid. d'Utrecht (Hollande) le 8. 7. 1908, il [fit] ses études de philosophie à Roosendaal (coll[ège] des Pères de Mill-Hill), ses études de théolo[gie] à Mill-Hill (Londres), fut ordonné prêtre [le] 9. 7. 1933. Il fut envoyé à la Préfecture apos[to]lique de Kafiristan et Kashmir, puis chargé [de] l'érection d'une école pour les indigènes à Pes[ha]war, reconnue ensuite par le gouvernement.

2. Le R. P. Ignace T. Glennie, S. J., est nom[mé] év. résidentiel de *Trincomalie* (*Ceylan*). Né [à] Mexico, le 5. 2. 1907, entré dans la Compag[nie] de Jésus en 1924, il fit ses études de philosop[hie] au collège Saint-Michel, à Spokane (Washingt[on,] U. S. A.), enseigna jusqu'en 1935 dans une éc[ole] américaine supérieure, partit, à cette date, p[our] Ceylan. Docteur en théologie, prêtre en 1938, p[ro]fesseur de théologie, puis recteur du Sémina[ire] pontifical de Kandy.

3. Le R. P. Louis-Auguste Chorin, des Missio[ns-]Etrangères de Paris, est nommé év. tit. de *Pol[y]tylus* et vicaire apostolique de *Bangkok* (*Sia[m]*). Né à Alençon le 19. 7. 1888, il fit ses études [au] Séminaire des Missions-Etrangères, à Paris, [fut] ordonné prêtre le 29 septembre 1912, partit p[our] le Siam. D'abord chargé d'un district, il dev[int] procureur du vicariat de Bangkok et remplit é[ga]lement les fonctions d'économe de l'hôpital [des] Sœurs de Saint-Paul de Chartres, dans la mê[me] ville.

4. Le R. P. Gaspard Lischerong, S. J., [est] nommé administrateur apostolique du dioc. [de] *Taming* (*Hopeh, Chine*). Né à Kleck, en Hong[rie] le 1. 1. 1889, il entra dans la Compagnie de Jé[sus] en 1912, étudia la philosophie à Innsbr[uck] (Autriche) et la théologie à Weszprimia (H[on]grie), où il fut ordonné prêtre le 29. 6. 1911. D[oc]teur en histoire (à l'Université de Budapest)

seigna, puis s'occupa des émigrants en Amé-que. Destiné, en 1926, aux Missions de Chine, fut vicaire forain, supérieur local et enfin supé-eur régulier à Taming.

5. Le R. P. Jacques, Jérôme Adam, des Pères Saint-Esprit, est nommé év. tit. de Rinocorura vicaire apostolique de *Libreville* (précédem-ent Gabon), en A. E. F. Né à Wittenheim rance, dioc. de Strasbourg) le 8. 6. 1904, entré noviciat des Pères du Saint-Esprit en 1922, il heva ses études secondaires au scolasticat de verne, fit ses études de philosophie à Mortain, lles de théologie et de droit canonique à Che-lly, où il fut ordonné prêtre le 28 oct. 1928. partit pour le vicariat apostolique du Gabon, stiné à la station de Franceville.

6. Le R. P. Jacques Grent, des Missionnaires Sacré-Cœur de Jésus, est nommé év. tit. de rlais et vicaire apostolique de la *Nouvelle-uinée* hollandaise. Né à Wervershoef (Hollande), 25 août 1889, entré en 1909 chez les Mission-ires du Sacré-Cœur, il fit ses études ecclésias-ques dans les scolasticats de Hollande et à Lou-in. Ordonné prêtre à Arnhem le 7 oct. 1914, il rtit en 1921 pour la Nouvelle-Guinée après oir enseigné à l'Ecole apostolique de Tilbourg. fut successivement administrateur d'école, périeur religieux du vicariat, puis chargé de direction d'un district. Réélu en 1941 supérieur ligieux, puis administrateur apostolique du cariat, après la mort tragique de Mgr Aerts, il occupa des vocations indigènes.

MERCREDI 9. — Les représentants de 33 nations sistent à la Conférence internationale des céréales Grand-Palais à Paris, qui s'ouvre sous la prési-nce de M. Ramadier.

— A l'Elysée, un Conseil des ministres discute du atut de l'Algérie, du prix du blé et des revendica-ons des fonctionnaires qui menacent de faire ève si l'accord n'est pas réalisé.

ETRANGER. — De vastes opérations de police ont eu à *Athènes*. Plus de 2 500 arrestations sont opé-es pour pallier à un coup d'Etat éventuel des éments d'extrême-gauche.

— Promulgation, en *Egypte*, d'une loi instituant service militaire obligatoire durant trois ans.

JEUDI 10. — A l'hôtel Matignon, le gouver-ment ayant fait des propositions transaction-lles, les délégués de la C. G. T. et M. Ramadier scutent en vue d'apporter une solution au pro-ème posé par les revendications des fonction-ires.

— Au Conseil des ministres est évoquée la enace de crise provoquée d'une part par l'attitude s fonctionnaires, d'autre part par celle des pro-cteurs de blé.

— Réorganisé par décret du 12 juin dernier, le nseil supérieur de la Guerre se réunit pour la emière fois.

— A l'île d'Yeu, le maréchal Pétain est entendu r la Commission sur les événements de 1933-1945.

VENDREDI 11. — ETRANGER. — L'*Osservatore omano* annonce la mort de Mgr Kaller, évêque de *rmland* (Allemagne). Né à Breuthen le 10 octobre 880, il avait été élu évêque résidentiel de Warmia 2 septembre 1930. Il est mort à Francfort-sur--Main.

SAMEDI 12. — Au quai d'Orsay, à Paris, MM. Bevin Bidault ouvrent la Conférence des seize nations ropéennes qui doivent délibérer sur le plan arshall d'aide économique à l'Europe. Il s'agit des ations qui ont répondu favorablement à la pro-osition adressée par les ministres susnommés de rance et de Grande-Bretagne.

DIMANCHE 13. — ETRANGER. — Le gouvernement, *Chine*, décrète l'ordre de mobilisation générale la suite des succès communistes en Mandchourie dans le nord de la Chine. Cette mesure a pour but, déclare-t-on à Nankin, de produire « un effet salutaire sur le moral des troupes ».

LUNDI 14. — La traditionnelle revue des troupes se déroule sur les Champs-Elysées, en présence des membres du gouvernement qui se réuniront peu après en Conseil de Cabinet à l'hôtel Matignon et, l'après-midi, en Conseil restreint au château de Champs (Seine-et-Marne).

— A la Conférence des « Seize », à Paris, un accord complet est réalisé sur l'organisation d'un Comité de coopération qui s'enquerra des besoins économiques des uns et des autres et donnera à Washington les données nécessaires pour la mise en œuvre du plan Marshall.

MARDI 15. — Ayant mis en place leurs orga-nismes de travail, les « Seize » se séparent provisoi-rement dans une atmosphère de confiance et de cordialité.

— S. Em. le cardinal Suhard, archevêque de Paris, quitte la capitale pour Rome, pour sa visite *ad limina*.

— M. Bollaert, haut-commissaire en Indochine, quitte Paris pour Saïgon.

MERCREDI 16. — Après l'échec d'une ma-nœuvre démagogique des socialistes, l'Assemblée nationale vote à l'unanimité le projet gouverne-mental sur l' « acompte provisionnel des fonc-tionnaires ».

— Les prises de contact officielles commencent entre C. G. T. et C. N. P. F. en vue de trouver une solution amiable au problème difficile des salaires et des prix. On note un accord de prin-cipe sur huit points qui vont faire l'objet, dans les jours à venir, de mises au point techniques auxquelles vont se livrer trois Commissions.

— Aux environs de Saïgon, les vietnamiens attaquent le train Saïgon-Phan-Thiet. On compte une quarantaine de morts, dont 15 militaires et 2 civils français et de nombreux autres blessés.

ETRANGER. — A *Rome*, le Chapitre général du Tiers-Ordre régulier de Saint-François a élu comme ministre général le T. R. P. Jean Bocella, ancien ministre provincial de la province du Sacré-Cœur aux Etats-Unis.

JEUDI 17. — Devant les décisions du gouver-nement et du Parlement, les fonctionnaires s'in-clinent, mais vont entreprendre dans toute la France une vaste campagne pour faire valoir le bien-fondé de leurs demandes.

ETRANGER. — En *Roumanie*, le ministre de l'Economie nationale, M. Georgiu Dej, commu-niste, déclare que le parti national paysan va être dissous. Il faut rappeler que les 14 et 15 juillet le gouvernement de Bucarest a com-mencé la réalisation de cette mesure par l'arres-tation des chefs de ce parti, dont M. Maniu, qui en est le leader.

— Le Chapitre général de la Congrégation du Cœur-Immaculé de Marie, réuni à *Bruxelles*, élit comme Supérieur général le T. R. P. J. Vande-putte.

VENDREDI 18. — ETRANGER. — A *Rome*, mort du R. P. Jean Hannon, S. J., assistant du T. R. Père général pour la province d'Angleterre. Né le 24 mai 1884 à Limeric (Irlande), entré jeune dans la Compagnie, il fut professeur de philosophie et de théologie et recteur de la Maison scolastique de la Compagnie à Dublin. De 1938 à 1946, il fut visiteur apostolique des Frères des Ecoles chrétiennes en Irlande. En septembre 1946, lors de la XXIXe Congrégation générale, il fut élu assistant d'Angleterre.

— M. Robert Patterson, secrétaire d'Etat amé-ricain à la Guerre ayant démissionné, le président Truman nomme à sa place M. Kenneth Royal.

SAMEDI 19. — Un mémorandum est adressé aux 16 membres de la Conférence. Ce document a été préparé par le Comité exécutif créé par la

Conférence des Seize pour faciliter l'établissement des disponibilités et des besoins des puissances qui y sont représentées.

ETRANGER. — Mort de Mgr Fitzgerald, évêque titulaire de Tymbrias, vicaire apostolique d'*Alaska*. Né à Peola, diocèse de Spokane, le 17 novembre 1883, prêtre le 16 mai 1918, il fut élu évêque le 14 décembre 1938. Il appartenait à la Compagnie de Jésus.

— Réuni à *Joliette* (Canada), le Chapitre général des Clercs de Saint-Viateur élit le 8e Supérieur général de l'Institut, le T. R. P. Lucien Pagé, en remplacement du P. Farley, décédé. Né le 3 avril 1899, à Masson (Canada), le nouveau Supérieur général est entré dans cet Ordre en 1918, fut prêtre en 1925 ; il se dévoua de 1925 à 1947 à l'œuvre des sourds-muets de Montréal, il professa aux Universités de Saint-Louis (Missouri) et de Chicago, en divers autres pays. Il est rédacteur de la revue *L'Ami des sourds-muets*, collaborateur à *l'Ecole canadienne* de Montréal, et a rédigé des manuels spéciaux à l'usage des sourds-muets.

— A *Rangoon*, au cours du Conseil des ministres birmans, cinq d'entre eux sont assassinés, parmi lesquels M. Aung San, combattu depuis longtemps par les nationalistes et les communistes.

— A *Alexandrie*, au cours d'une réception au palais royal égyptien, l'ex-roi Victor-Emmanuel d'Italie et l'ex-roi Zog d'Albanie se sont réconciliés publiquement. La rencontre, préparée par le roi Farouk, a eu lieu devant nombre de rois et de princes exilés.

DIMANCHE 20. — LL. EExc. NN. SS. Touzé et Lebrun ouvrent solennellement le Jubilé extraordinaire de Paray-le-Monial, accordé par faveur spéciale par S. S. Pie XII, en présence de 15 000 ligueuses d'Action catholique.

ETRANGER. — En la basilique Saint-Pierre de *Rome* est canonisé le bienheureux Louis-Marie Grignion de Montfort, en présence de nombreux pèlerins français et d'abord des cardinaux Suhard et Roques et des évêques de Luçon et de Nevers.

LUNDI 21. — Arrivée à Paris de Mme Eva Peron (venant du Portugal), femme du président d'Argentine. Elle est reçue notamment par M. Bidault.

ETRANGER. — L'*Osservatore Romano* annonce la nomination de Mgr Michel Keller, docteur, recteur du Séminaire d'Osnabrück, à l'évêché de *Munster*.

— Mort, à *Bagdad*, de Mgr Joseph-Emmanuel Thomas, patriarche de Babylone des Chaldéens. Né dans le diocèse de Mossoul le 8 août 1852, prêtre le 10 juillet 1879, il fut nommé à l'évêché de Seert le 4 septembre 1890 et élu patriarche de Babylone le 9 juillet 1900. Il était administrateur apostolique d'Akra.

— A 0 heure, ouverture des hostilités à *Java* et à *Sumatra* entre les Hollandais et les Indonésiens, l'initiative venant des premiers.

MARDI 22. — On annonce que MM. les vicaires généraux Bonnamour, supérieur de la Maison des chapelains de Paray-le-Monial, et Corrand, pro-vicaire de Saint-Vincent de Mâcon ; Monier et Avril, de l'archidiocèse d'Avignon ; Paul Patier, du diocèse de Limoges, ont été nommés, par S. S. Pie XII, prélats de Sa Maison.

— Au château de Rambouillet, Mme Eva Peron est l'hôte de M. Vincent Auriol.

MERCREDI 23. — Au Quai d'Orsay, en présence de Mme Peron, femme du président de l'Argentine, est signé un traité de commerce franco-argentin, déjà paraphé le 23 janvier dernier à Buenos-Ayres.

— Afin de remplacer la législation provisoire actuelle qui vient à expiration le 31 juillet, l'As semblée nationale commence un grand débat su la question des loyers.

— On annonce que Mgr de Metz-Noblat, vicai général de Nancy, est élevé à la dignité de pro tonotaire apostolique ainsi que M. le chanoin de Bazelaire. M. le chanoine Gélinet, du mêm diocèse, reçoit le titre de prélat de la Maison d Sa Sainteté.

ETRANGER. — A *Immensee* (Suisse), le 2e Ch pitre général de la Société missionnaire Bethlée élit comme Supérieur général le T. R. P. Blatte Ordonné prêtre en 1927, le nouvel élu se rend à Tsitsikar, puis, en 1934, élu premier assista du T. R. Père général par le premier Chapitre, fut rappelé en Suisse. Depuis 1943 (date de mort du Supérieur général, le T. R. P. Bondolf il remplit les fonctions de vicaire général.

VENDREDI 25. — L'Assemblée nationa approuve par 415 voix contre 6, les comm nistes s'étant abstenus, la politique étrangère M. Bidault.

ETRANGER. — En *Hongrie*, sur la demande Conseil des ministres (clause prévue par la Consi tution), M. Tildy, président de la Républiqu dissout l'Assemblée nationale, élue en novemb 1945, pour une durée de quatre ans.

SAMEDI 26. — Mme Eva Peron quitte Pa après un séjour officiel de quelques jours po se rendre à Nice en vue de s'y reposer.

ETRANGER. — M. Truman, président des *Eta Unis*, signe la nomination du nouveau poste secrétaire américain de la Défense nationale M. James Forrestal, déjà secrétaire à la Mari Les trois départements : Armée, Marine, Air, trouvent ainsi maintenant unifiés.

— En *Espagne*, les résultats officiels du re rendum sur la loi de succession sont publiés : corps électoral comptait 16 187 000 électeurs ; nombre des suffrages exprimés s'est élevé 15 219 563 ; il y eut 14 145 163 oui et 722 656 n On sait que cette loi fait chef de l'Etat le géné Franco, avec pouvoir effectif de désigner s propre successeur.

17 août 1947. — N° 997. — Nouvelle série : N° 8

Ce numéro contient :

Semaine sociale de Paris

(28 juillet-2 août 1947)

Le numéro 996 a été tiré à 15 200 exemplaires.

Le directeur : R. BERTEAUX.

Imprimerie « Maison de la Bonne Presse », 5, rue Bayard, Paris-8e.